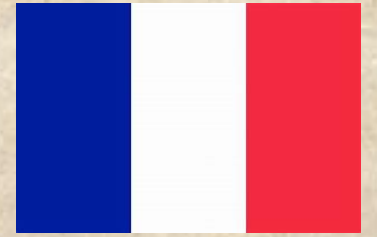




TABLES RONDES

14 octobre 2023



Autour du centenaire d'une reconstruction
Les Éparges 1923 - 2023



Nous n'avons pas oublié !

Ces tables rondes sont organisées par l'association L'Esparge



L'ESPARGE

Pour que l'histoire et la mémoire du patrimoine des Esparges demeurent.

Il y a 15 ans, lorsque L'Espargue fut créée, nous étions une poignée de bénévoles désireux de connaître le passé de notre village. Nous habitons aux Éparges, modeste village des Côtes de Meuse, dont la mémoire collective n'avait pas gardé trace de l'incroyable épopée qu'il avait traversée.

Nous avons entrepris alors, j'ose le dire, une prouesse de détectives, recherchant les indices d'une histoire oubliée où se mêlent, sur fond de guerre et d'exode, la destruction, la souffrance et la mort, mais aussi, avec le retour à la vie, le courage, l'espérance et la générosité.

Car ce village est entré dans l'Histoire avec la Grande Guerre. Il fut le témoin de combats acharnés et sa destruction fut totale.

Pourtant il survécut, et aujourd'hui, à l'occasion du centenaire de sa reconstruction, nous rendons hommage à tous ceux qui y ont contribué. Parmi eux, Andries van Wezel, son ami Joseph Asscher et le « comité hollandais de retour au foyer ».

Sortant des limites de notre village, nous avons dû retrouver le fil des événements qui constituent le puzzle de cette histoire étonnante : après avoir consulté les archives de la Meuse, nous avons exploité les archives de la Haute-Savoie, les archives diplomatiques, les archives néerlandaises...

Ces tables rondes, tout comme les cérémonies qui se sont déroulées ce matin, sont l'aboutissement de plusieurs années de recherches guidées par la volonté de mettre en lumière les belles pages de l'histoire des Éparges où la solidarité et le courage ont joué une grande part.

Nous sommes heureux d'ouvrir ainsi un champ de découverte historique qui dépasse nos frontières et qui, nous l'espérons, saura être exploité par des étudiants de France, des Pays-Bas et des Etats-Unis... car notre histoire est aussi leur histoire !

Commençons, avec la première table ronde, par un éclairage sur les Pays-Bas pendant la Grande-Guerre... puis le lien qui unit ce pays à la ville de Verdun.

Table ronde 1

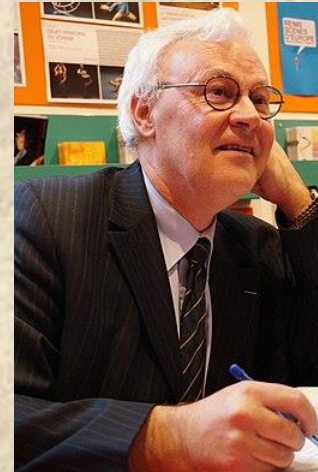
***François COCHET**

***Franck MEYER**

***Xavier PIERSON**



François COCHET



« Les Pays-Bas pendant la Grande Guerre : une délicate neutralité »

LES PAYS-BAS DANS LA GRANDE GUERRE

Les Pays-Bas demeurent neutres durant la Grande Guerre. Ils ne sont pas le seul Etat indépendant à le faire. Il ne faut pas oublier que ni les monarchies scandinaves, ni la Suisse, ni l'Espagne n'entrent davantage en guerre. Le Portugal ne le fait que le 9 mars 1916, poussé par la Grande Bretagne.

La neutralité des Pays-Bas dans la Grande guerre n'a pas fait l'objet de nombreuses recherches, même en Hollande. Le poids de la Deuxième Guerre mondiale est sans doute trop important. Par ailleurs, le peu qui existe est rédigé en néerlandais, ce qui en limite la diffusion internationale.

A la manière de la Confédération Helvétique, les Pays-Bas choisissent alors une neutralité politique et armée. Contrairement à la Belgique, les frontières du pays ne sont pas garanties par une entente internationale. Ce statut de neutralité pose une question fondamentale : s'agit-il d'un statut choisi pour continuer de commercer avec les différents belligérants et ainsi de profiter d'un effet d'opportunité pour une nation connue pour être une des plus commerçantes du monde depuis le 17^e siècle, ou bien cette neutralité dissimule-t-elle des présupposés à l'égard des deux camps qui se font face durant la Grande Guerre ? On comprend que cette question interroge de fait les attitudes des élites néerlandaises, tant civiles que militaires, mais également les aspirations du peuple, pour autant que l'on puisse les approcher.

1-Les données militaires

Dans les années qui précèdent la guerre, les Pays-Bas consacrent des sommes très importantes, de l'ordre de 20 à 30% de leur budget annuel, à la défense du pays. Ils modernisent dès 1874 les fortifications existantes avec la « Stelling van Amsterdam » comprenant 42 forts et des zones inondables autour de la capitale. Les capacités de résistance face à un envahisseur, sont alors estimées à 6 mois. Il s'agit alors clairement de dissuader quiconque de tenter d'envahir les Pays-Bas.

En 1914, contrairement à la Belgique, les Pays-Bas ne font pas l'objet de convoitises de la part des Etats qui entrent en guerre. Le plan Schlieffen allemand n'envisage pas une action sur les Pays-Bas, tandis que les plans français et britanniques n'envisagent pas d'atteindre les régions industrielles allemandes par le biais des Pays-Bas.

Mais le cœur des militaires néerlandais penche assez nettement vers l'Allemagne, surtout après la victoire de 1870. Ils en copient l'organisation militaire regardée comme une sorte d'idéal. Les armements proviennent en majeure partie d'Allemagne ou d'Autriche, puisque les Pays-Bas eux-mêmes ne disposent pas de capacités productrices en ce domaine. A partir de 1898, le système de conscription est fortement calqué sur celui de l'Allemagne, avec une conscription personnelle sans possibilité de remplacement et un classement des hommes en fonction de leur âge : *La militia*, correspondant au premier ban, des hommes les plus jeunes pour l'armée de campagne, la *landweer*, regroupant des soldats plus âgés pour le service de forteresse et la *landstorm* (pour la défense locale). Le statut d'officier de réserve est également créé à cette date. En 1914, l'armée néerlandaise peut aligner 200 000 hommes dans l'armée de campagne et la *landweer* sur une population de 6,5 millions de personnes.

La mobilisation se déroule sans encombre le 1^{er} août 1914. Le chef d'état-major néerlandais, le général C.J. Snijders a travaillé sur le plan de mobilisation depuis 1910. Il considère que la neutralité néerlandaise ne peut être crédible que si les Pays-Bas mobilisent précocement. Dès le 26 juillet (La Serbie mobilise le 25), l'armée prépare un plan de destruction des ponts et la mise en place d'inondations. Le 2 août, les Allemands déclarent qu'ils respecteront la neutralité néerlandaise, alors que le 4 août, comme on le sait, ils envahissent la Belgique, en longeant la frontière néerlandaise, sans jamais tenter de la franchir. Seuls des réfugiés belges et des blessés entrent aux Pays-Bas. D'un point de vue strictement militaire, la neutralité néerlandaise favorise de fait les forces allemandes en sécurisant leur flanc droit et leurs lignes logistiques depuis leurs bases arrières.

Cette alliance objective des milieux militaires allemands et néerlandais pourrait cependant mécontenter la Grande-Bretagne dont les intérêts économiques sur le port belge d'Anvers sont essentiels, et lui donner envie de lancer des opérations navales sur la Zélande. Il convient donc pour les militaires néerlandais d'être prudents. C'est pourquoi, à la différence de l'attitude du Danemark, par exemple, Snijders se refuse à démobiliser les forces armées hollandaises une fois la guerre installée.

Dans les regards des militaires hollandais, une comparaison s'impose avec leurs homologues de la Confédération Helvétique. Le 1^{er} août 1914, le Conseil fédéral déclare la mobilisation de 218 000 hommes et nomme Ulrich Wille comme général, grade accordé seulement en cas de guerre. Mais Wille, est mariée à une Allemande, de la lignée des Bismarck et, comme l'ensemble du haut commandement helvétique, est très favorable aux Empires centraux. D'une manière générale, il y a en Suisse une vraie césure entre les milieux alémaniques, où les responsables militaires sont nombreux, très favorables à l'Allemagne et les milieux romands, favorables aux Français et à l'Entente, surtout après l'agressions de la Belgique.

2-Un exemple d'ambiguïté et de manipulation : L'alerte de Pâques 1916.

Le 29 mars 1916, le ministre allemand des Affaires Etrangères fait part à une délégation néerlandaise à Berlin de l'information d'une imminente attaque des Britanniques sur la Zélande. Il affirme également que bien que tenant beaucoup au respect de la neutralité des Pays-Bas, il tiendrait compte des intérêts bien sentis de l'Allemagne. Il s'agit là d'une menace à peine voilée dans laquelle les diplomates allemands tiennent à rappeler aux Néerlandais qu'ils comptent sur eux et seraient prêts à passer à l'action en cas de rapprochement trop visible avec les Anglais. Au vrai, on ne voit pas bien avec quelles forces les Allemands pourraient agir, déjà fort occupé sur le front oriental et par l'attaque de Verdun à l'Ouest. Mais, alors même que les Britanniques ne manifestent aucune menace réelle contre les Pays-Bas, le gouvernement néerlandais tient à rassurer les Allemands sur sa neutralité et renforce ses forces armées de l'ordre de 10%. Le gouvernement néerlandais fait savoir à l'Entente (Français, Britanniques, Italiens, Russes) qu'il souhaite intensifier sa sécurité militaire en réponse à une menace potentielle. Au début du mois d'avril 1916, les Allemands font savoir à la Haye que les projets d'invasions britanniques ne sont pas si sérieux que cela. De surcroît, ces tractations demeurent secrètes et ni le Parlement, ni le grand public n'en ont été avertis. Il s'agit donc là d'une manipulation réussie de la part de l'Allemagne, puisque cela aboutit au renforcement du dispositif militaire néerlandais sur la Zélande, au plus grand profit des Allemands, rassurés sur la capacité des Pays-Bas à défendre ses côtes contre toute incursion alliée. La conséquence directe de cette crise est que la zone côtière et la frontière sud sont placées en état de siège et que la censure est introduite, avec même des limitations aux déplacements des citoyens néerlandais et la surveillance des populations suspectes ou des moyens de radio. Snijders insiste sur le fait que l'armée néerlandaise doit être maintenue à son plus haut niveau de mobilisation pour maintenir la crédibilité de la neutralité armée du pays.

Bien qu'ils se méfient quelque peu des Pays-Bas, les Alliés ne développent pourtant pas la même méfiance à leur égard qu'à l'encontre d'autres neutres. Ils se méfient notamment ouvertement des monarchies scandinaves. L'influence intellectuelle et religieuse allemande est forte en Suède, dans tous les milieux. En 1915 s'organise même une campagne pour l'entrée en guerre au côté du Reich. Au Danemark, les liens demeurent cordiaux avec l'Allemagne. Il est vrai que la guerre des Duchés de 1864 a amputé le pays et que la frontière du Jutland est quasiment impossible à défendre (1).

(1) Maurice Carrez, « la neutralité scandinave durant la Première Guerre mondiale : un pari plutôt risqué ? » Dans *Relations internationales*, N°2014/4 (N°160), p. 77.

3- l'équilibrisme économique

Dès la guerre des Boers (1899-1902), la reine Wilhelmine (1880-1962) refuse de leur donner le moindre gage aux *Afrikaners* pour ne pas mécontenter les Britanniques, alors même que l'opinion publique néerlandaise penche clairement en faveur des fermiers sud-africains originaires des Pays-Bas.

La formule « Amis avec tout le monde, alliés avec personne » pourrait caractériser la politique néerlandaise de cette époque. Depuis les années 1870, les Pays-Bas ont développé une économie largement ouverte sur le monde et donc très dépendante du commerce international. L'agriculture néerlandaise produit surtout pour les marchés allemands et anglais. Rotterdam est devenu un port majeur européen, connecté au marché industriel allemand, mais aussi à l'outre-mer. Amsterdam, beaucoup plus petit, draine cependant une élite financière internationale. Le thé, le café, le tabac en provenance des Indes Néerlandaises, irriguent toute l'Europe. En contrepartie, les Pays-Bas étant pauvres en matières premières et en industries lourdes, ces dernières ainsi que les machines-outils doivent être importées, principalement d'Allemagne pour ces dernières. Ainsi les Pays-Bas dépendent-ils très clairement des deux camps en guerre. Leur statut d'Etat neutre leur permet de continuer de commercer avec les uns et les autres.

Pourtant dès août 1914, les Britanniques s'autorisent à intercepter et fouiller tout navire en route pour Rotterdam, pour vérifier qu'aucun article de contrebande ne s'y trouve, bien que le gouvernement hollandais ait promis qu'aucune denrée ne puisse faire l'objet de transfert vers l'Allemagne.

Le gouvernement libéral de Cort van der Linden est ainsi pris entre l'arbre et la cognée. Refuser la volonté de Londres, c'est causer la ruine de l'économie néerlandaise, tandis que l'accepter, c'est entrer en guerre contre l'Allemagne. Les Pays-Bas résolvent la crise en créant une nouvelle structure juridique, les *Netherlands Oversea Trust Compagny (Nederlandsche Overzee Trustmaatschappij)* (ou NOT), un statut fort vague d'intermédiaire commercial entre les Pays-Bas et la Grande-Bretagne qui convient à tout le monde. Cette structure entre en fonctionnement en janvier 1915 en annonçant qu'il vient de signer un pacte de non-réexportation avec l'Allemagne, qui au vrai, n'est pas véritablement respecté. A l'instar des gouvernants des Etats belligérants, le ministre de l'agriculture, de l'industrie et du commerce néerlandais, Folkert E. Posthuma (1874-1943), à partir de novembre 1914, est contraint de procéder à des interventions alors inhabituelles dans l'économie nationale, notamment en luttant contre l'inflation, due à l'accroissement considérable des coûts de transport. Posthuma tente d'imposer des prix maximum pour les denrées de première nécessité, mais rencontre l'opposition des Libéraux qui ne veulent pas d'intervention de l'Etat dans l'économie.

Par ailleurs, il tente de contraindre les agriculteurs néerlandais, qui exportent discrètement vers l'Allemagne, malgré le blocus, de mettre une partie de leur production sur le marché national. Mais les agriculteurs continuent de produire pour l'Allemagne qui présente un marché plus rémunérateur, malgré les risques de rétorsion internationale de la part de la Grande-Bretagne. Au printemps 1916, le gouvernement impose administrativement que les exportations agricoles des Pays-Bas soient équitablement réparties entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne, pour tenter de maintenir une neutralité économique. Un autre exemple de tiraillements internes aux Pays Bas tient dans la baisse drastique de ses capacités de transports maritimes, en fonction des activités de guerre et notamment de la guerre sous-marine. Alors qu'en 1913 16 996 navires avaient transporté 18 millions de tonnes de fret, en 1916, 5 114 navires transportaient 4,6 millions de tonnes en 1917, 2 184 navires avaient acheminé 1,8 million de tonnes et en 1918, 1 779 bateaux transportaient 1,6 million de tonnes. La NOT tente alors de négocier de nouveaux accords de transport avec les Britanniques en désaccord avec le gouvernement qui tenait à demeurer complètement neutre. Cela permet de mesurer les dissensions qui existent au sein des Pays-Bas, aussi bien en termes économiques que politiques dans les attitudes à avoir à l'égard des belligérants.

Le directeur de la NOT, Cornelis Johannes Karel van Aaslt représente plutôt les intérêts ultra-marins des Pays-Bas, donc plutôt favorables aux Britanniques et à l'Entente, tandis que le ministre du commerce Anthony George Kröller, représente plutôt les intérêts allemands. Les premiers avancent que les Pays-Bas doivent se rapprocher des Etats contrôlant les lignes maritimes (les Alliés), alors que les seconds prêchent pour un alignement des intérêts économiques des Pays-Bas sur ceux de l'Allemagne.

C'est pourtant bien de la guerre sous-marine à outrance décrétée en février 1917 par les Allemands que les Pays-Bas souffrent le plus. Les torpillages viennent limiter les approvisionnements d'outre-mer. Mais lorsque qu'en 1917, les Pays-Bas sont contraints d'exporter des pommes de terre aussi bien en Grande-Bretagne qu'en Allemagne pour maintenir la neutralité, des émeutes éclatent à Amsterdam, plutôt dirigées contre l'Angleterre. Pour la première fois depuis des siècles, les Pays-Bas doivent affronter le risque de famine. Ces circonstances imposent un changement de cap, qui se concrétise par l'arrivée d'un nouveau gouvernement en septembre 1918. Le nouveau ministre des affaires étrangères Herman van Karnebeek (1874-1942) crée alors une direction de son ministère chargée de contrôler toutes les négociations commerciales internationales et y subordonnant la NOT. Le rationnement de 55 produits est décrété.

Mais surtout, le vent de l'histoire ayant tourné, le gouvernement décrète que les Néerlandais doivent désormais négocier avec les Alliés et leur associé américain un accord commercial général et réduire radicalement le commerce avec l'Allemagne. Les négociations commencent en novembre 1918 mais sont interrompues par une vague révolutionnaire aux Pays-Bas juste avant l'armistice du 11 novembre. Craignant que le manque de nourriture n'aggrave ces troubles, les Alliés s'empressent alors de livrer d'importants stocks de blé. L'accord final est signé le 25 novembre 1918. Cet accord est la marque d'un virage à 180° degrés de la part des Pays-Bas dans leur neutralité économique à l'extrême fin de la guerre.

En termes de bilan économique, la guerre a montré combien l'économie néerlandaise était certes vulnérable dans le registre des matières premières et des voies de communications internationales. Pour pallier ces inconvénients, des mesures sont prises rapidement après la guerre, avec la création de haut-fourneaux et de la compagnie aérienne *Royal Dutch Airlines*. Mais, la guerre a montré aussi les avantages de la neutralité aux Pays-Bas, permettant de commercer avec les deux camps. Malgré les déboires cités, le taux de croissance des Pays-Bas de 1913 à 1921 est de l'ordre de 2,4%, un taux plus élevé que celui des belligérants des deux camps, mais également d'autres neutres comme le Danemark, la Norvège, la Suède et la Suisse, pour qui la guerre constitue pourtant une incontestable embellie économique.

4-Une spécialité partagée avec la Suisse. L'internement civil et militaire.

En octobre 1914, la place belge d'Anvers tombe. Près de 30 000 soldats belges trouvent refuge aux Pays-Bas. Mais 700 000 civils en font autant, même si la plupart d'entre-eux regagnent leurs foyers après quelques semaines. Plusieurs dizaines de milliers de réfugiés belges demeurent aux Pays-Bas dans des camps.

Cette procédure d'internement est commune aux Pays-Bas et la Suisse. Mais la Suisse va plus loin que les Pays-Bas en créant dès août 1914, via le CICR de Genève, « L'Agence internationale de secours et de renseignements en faveur des prisonniers de guerre », puis, à partir de 1916 en ramenant des camps de prisonniers en Allemagne les captifs les plus malades et les plus faibles pour les internent en Suisse. Aux Pays-Bas, les internés sont plutôt des évadés des camps de prisonniers d'Allemagne.

Pays-Bas, Espagne⁽²⁾ et Suisse partagent aussi le fait d'être des nids d'espions de tous les Etats belligérants où des contacts discrets se nouent et se dénouent.

Avant le premier conflit mondial, c'est aux Pays-Bas que s'étaient tenu de grandes conférences internationales tentant de réguler la guerre et de donner à ces décisions une valeur internationale. C'est à la Haye que sont organisées les grandes conférences internationales de 1899 et 1907, notamment. Les contacts entre belligérants continuent durant la guerre. Ainsi, le 14 juillet 1917 est signé un accord germano-britannique à la Haye, après plus d'un mois de négociation, pour harmoniser les peines encourues par les soldats de chacun des pays, retenus captifs. Une punition de 14 jours maximum en cas de tentative d'évasion est mise en place.

(2) Jean-Marc Delaunay, « L'Espagne devant la guerre mondiale, 1914-1919. Une neutralité profitable ? » dans *Relations internationales*, 2014/4 (N°160), p.53-69.

5- Un pays sous-influence et une fin de guerre difficile

La guerre s'invite dans tous les segments de la vie néerlandaise. Déjà en tout début de guerre, les récits d'atrocités allemandes en Belgique à la suite de prétendues activités des Francs-Tireurs a des répercussions aux Pays-Bas. Les autorités tant civiles que militaires décident alors qu'en cas d'invasion, il ne devait y avoir aucune activité de Francs-Tireurs.

L'opinion publique néerlandaise est quelque peu divisée. Au début de la guerre le journal d'Amsterdam *Telegraaf*, de diffusion nationale et volontiers populiste décide d'une ligne éditoriale favorable aux Alliés et anti-allemande. Les dessins humoristiques du dessinateur du journal Louis Raemaekers (1869-1956) sont alors particulièrement sujets à polémique, les Allemands le dénonçant comme étant à la solde des Alliés. Le ministre des affaires étrangères néerlandais John Loudon, reçoit alors de nombreuses visites de diplomates allemands l'avertissant des effets négatifs des publications de Raemaekers sur les relations germano-néerlandaises, au point que le rédacteur en chef du *Telegraaf* est arrêté en décembre 1915, mais acquitté en octobre 1917. C'est quand même le signe que le gouvernement néerlandais est très attentif aux *desiderata* des Allemands. Dans l'autre sens, journalistes, un cas d'influence allemande peut être vu à travers l'hebdomadaire *De Toekomst* (« Le futur ») totalement financé par de l'argent allemand. Pour le reste, la presse néerlandaise s'efforce constamment de tenir la barre égale entre les deux camps.

Même si la guerre ne franchit pas les frontières néerlandaises, les pertes humaines estimées durant le conflit sont de l'ordre de plusieurs centaines d'hommes, pour la plupart des pêcheurs et des marins victimes des sous-marins allemands ou des mines maritimes. Comme dans d'autres cas nationaux, c'est la fin de la guerre qui s'avère la période la plus pénible et dangereuse pour les Pays-Bas.

A partir de 1917, le mécontentement grossit dans l'opinion publique. Comme la neutralité du pays ne semble plus remise en question, une forte demande de démobilisation au moins partielle de l'armée néerlandaise se fait jour. Le ministre de l'agriculture, du commerce et de l'industrie est accusé de la faiblesse du ravitaillement en nourriture et en charbon. Il est accusé également de ne pas lutter assez contre l'inflation alors même que les travaux les plus récents montrent que cette dernière est limitée à 10%, beaucoup moins qu'en France ou qu'en Italie. Les membres du Parlement sont aussi mécontents de ne pas être assez consultés.

Les choses s'aggravent en mars 1918, quand les Américains et les Britanniques réquisitionnent tous les navires marchands néerlandais présents dans leurs ports. Le parlement ainsi que l'opinion publique néerlandais se sentent outragés par une telle décision que la reine nomme un « vol », Le gouvernement se contente pourtant de protester. L'humiliation finale vient lorsque les Pays-Bas, tentent d'organiser un convoi maritime armé à destination de l'Indonésie et que les Britanniques les en empêchent.

La conséquence directe aux Pays-Bas est que les Libéraux sont largement battus aux élections du 3 juillet 1918. Les Chrétiens-Démocrates conservateurs l'emportent et mettent en place, le 9 septembre, un nouveau gouvernement dirigé par Charles Ruys de Beerenbrouck (1873-1936).

Sa principale crainte est une révolution à l'image de ce qui se passe alors en Russie et ou en l'Allemagne, notamment chez les populations urbaines, principales victimes des restrictions. Quelques mutineries éclatent même dans l'armée et le leader socialiste Pieter Jelles Troelstra (1860-1930) demande aussitôt que le pouvoir soit remis à son parti. La réponse du gouvernement est alors prompte et efficace. Le chef d'état-major Snijders est renvoyé, une rapide démobilisation est promise et les rations alimentaires sont augmentées. Le parti socialiste fait alors machine arrière et annonce le 15 novembre que la révolution n'avait jamais été pour lui une option réaliste.

On retrouve ces tensions sociales de la fin de la guerre dans les pays scandinaves où les gauches socialistes se renforcent également. Une partie de la classe ouvrière se radicalise en 1917-1918. Des conseils ouvriers ressemblant aux Soviets existent entre janvier et septembre 1918 en Norvège.

Le pays doit faire face aussi aux conséquences directes de la guerre. Le 10 novembre 1918, l'ex-empereur Guillaume II se présente à la frontière d'Eijsden, au Limbourg, pour demander l'asile politique. Deux jours plus tard, son fils le Kronprinz en fait autant. Ce sont des hôtes indésirables car le gouvernement néerlandais réalise qu'accepter de les accueillir va mécontenter les Alliés. Preuve que l'Allemagne impériale a encore une certaine aura auprès des sphères dirigeantes néerlandaises, le gouvernement décide pourtant d'offrir l'asile politique à la famille impériale et de refuser toute demande d'extradition. Plus controversée encore est la décision du nouveau ministre des Affaires étrangères, van Karnebeek, d'autoriser la traversée du territoire national à 70 000 soldats allemands du nord de la Belgique pour rentrer en Allemagne. Ces troupes sont certes désarmées mais selon la loi internationale que les Pays-Bas se sont évertués à appliquer durant quatre années, ils auraient dû être internés en Hollande. Le gouvernement argue alors du fait que l'intérêt néerlandais est que ces troupes rentrent le plus rapidement possible en Allemagne. Mais les Alliés accusent alors les Pays Bas de violer la loi internationale et d'interférer avec leurs plans militaires.

Pour conclure, après quatre années de guerre, il est évident que les gouvernements successifs ont tenté de préserver avec difficulté la neutralité. Mais le conflit s'invite pourtant aux Pays-Bas sous de multiples visages. La neutralité néerlandaise est fortement marquée de germanophilie jusqu'en 1917, au moins au niveau des instances dirigeantes, même si leur prudence consiste à donner des gages aux Alliés et notamment à la Grande-Bretagne. Cette politique d'équilibrisme montre sa difficulté et ses limites surtout à la fin de la Grande Guerre. La conséquence la plus visible est qu'en 1920, les Pays-Bas, sans toutefois renoncer à leur neutralité, en finissent avec l'isolationnisme et rejoignent la Société des Nations (SDN).

Franck MEYER



« Le monument La Défense de Rodin, don des Pays-Bas à Verdun »

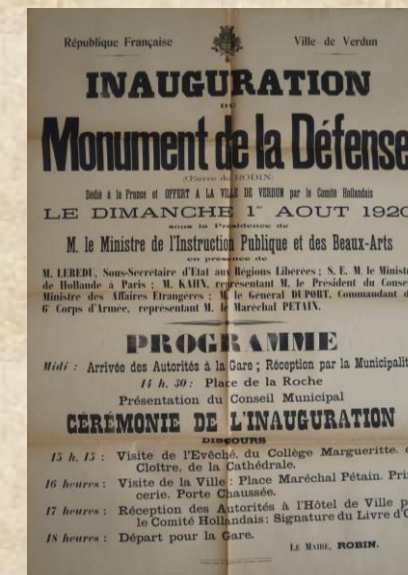
L'histoire d'un monument n'est jamais anodine.

Elle en dit souvent long sur les relations qu'il noue, ici particulièrement entre deux pays étrangers. Cette histoire est le miroir de représentations fortes, telles que celles que je vais décrire. C'est particulièrement ici une histoire tourmentée et enfouie que les archives de la ville de Verdun permettent de raviver.

En 1920, on inaugure un plâtre à Verdun !

Le dimanche 1^{er} août 1920, place de la Roche à Verdun, le maire Edmond Robin inaugure devant les autorités françaises et hollandaises ainsi que la foule des Verdunois, le groupe statuaire d'Auguste Rodin intitulé *La Défense*. Dans son discours aux représentants des Pays-Bas il proclame :

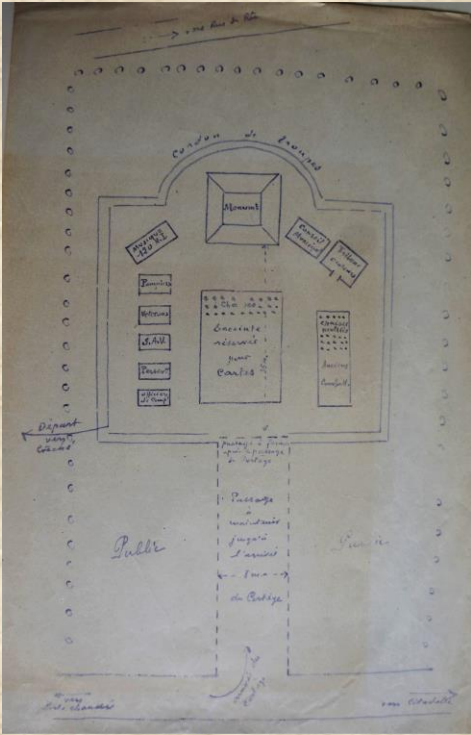
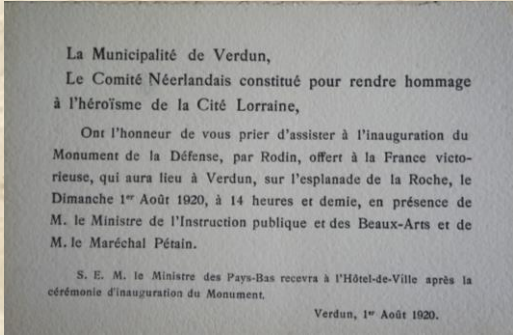
« Vous avez eu la délicatesse de nous offrir l'œuvre d'un des plus grands statuaires modernes. Paris possède accroché au monument si grandiose de l'Etoile, la Marseillaise de Rude ; ici, dans un cadre moins solennel, mais combien plus émouvant, face à cette citadelle inviolée, mais tant convoitée par les Boches, nous voyons s'élever grâce à vous « La Défense » de Rodin. Là-bas, une femme splendide qui conduit vers la liberté la France, du passé comme du présent, ici ç'en est une autre au visage torturé, les bras en avant, plus violente, soutenant un soldat blessé qui va défaillir. Elle darde sur l'ennemi ses regards enflammés, on sent l'affreuse préoccupation qui la secoue, car cette liberté que l'autre a conquise va-t-elle disparaître sous la poussée des Barbares ? Non, jamais ! Regardez-la et sa bouche crispée va crier aux Allemands « On ne passe pas » ».



Cette cérémonie, qui sera une réussite reconnue de tous, aura été bien compliquée à mettre en œuvre. D'abord souhaitée le 23 juin, jour de la commémoration annuelle de la bataille de Verdun, le jour fixé pour la cérémonie a vu se succéder plusieurs reports, contretemps, indisponibilités de personnalités (tant du côté français que Hollandais) ainsi qu'un retard dans les travaux du soubassement devant recevoir l'œuvre. Pour comble, une partie du bronze a été cassée au moment de son chargement à Paris ! C'est donc un modèle en plâtre bronzé et patiné qui parviendra à Verdun le 29 juillet, pour ne pas reculer à nouveau le jour de l'inauguration (l'original ne parviendra à Verdun qu'en octobre). La presse locale dit alors qu'aucune des personnes non averties n'aurait vu la différence...

La tribune officielle parée aux couleurs de la France et de la Hollande parvient mal à contenir l'ensemble des personnalités des deux pays. Aux côtés des autorités municipales et locales, civiles, militaires et religieuses, ont répondu positivement à l'invitation du maire pour la France, le ministre de l'Instruction publique M. Honnorat, qui préside la cérémonie, M. Leredu, sous-secrétaire d'Etat aux Régions libérées, M. Kahn, ministre plénipotentiaire représentant le président du Conseil Millerand, le général Duport, commandant la 6^e région militaire, représentant le maréchal Pétain ; pour les Pays-Bas, l'ambassadeur hollandais à Paris, M. Loudon, M. Baart de la Faille, président du Comité hollandais du monument, ses vice-présidents Mme van Beverwoorde et M. Luns, M. van Leeuwen, trésorier du comité, et le lieutenant-colonel Quay, attaché militaire.

A la suite de sa prise de parole, M. de la Faille, président du Comité hollandais, fait tomber le voile qui cache le socle et l'inscription gravée sur le piédestal (laquelle fut effacée par l'occupant allemand pendant la Seconde Guerre mondiale) : « *A la gloire de la France éternelle. A Verdun, l'indomptable cité lorraine. Les fidèles amis de Hollande, qui n'ont jamais désespéré du triomphe du droit et de la justice. Décembre 1916 - Août 1920* ».



Après les discours officiels, tous faisant vibrer la fibre patriotique et exaltant le symbole de Verdun ville martyre, les deux principales chevilles ouvrières de la réussite du projet, Mme van Beverwoorde et M. de la Faille, sont décorées de la Croix de la Légion d'Honneur par le ministre André Honnorat, aux cris de la foule « Vive la Hollande ! Vive la France ! ». Les décorations d'Officier d'Académie et d'Officier de l'Instruction publique sont décernées aux principaux collaborateurs de Mme van Beverwoorde et M. de la Faille. L'artiste hollandais Huib Luns offre à la ville la cassette, dessinée par lui-même, contenant les noms des milliers de souscripteurs du monument.

Quelles sont les origines des liens qui unissent la Hollande et Verdun ?

Rappelons préalablement que 1 400 jeunes Hollandais se sont engagés au cours de la guerre dans la Légion étrangère et que 900 d'entre eux ont été tués. Donc c'est d'abord le lien du sang versé qui unit les deux Etats.

La relation entre les Pays-Bas et Verdun débute en 1916, à la fin de la bataille, avec les démarches de la section néerlandaise de la Ligue des pays neutres. La Ligue des pays neutres est une organisation présidée par l'ancien président américain Théodore Roosevelt qui œuvre pour le soutien aux Alliés, à un moment où le président Wilson tient encore son pays en retrait de la guerre.

Cette Ligue, a pour devise « *Tout homme a deux pays, le sien et la France* », et elle possède un comité hollandais constitué en 1917 qui proclame en juin 1918 : « *Verdun, c'est le vivant, l'éternel symbole de l'héroïsme d'un peuple prêt à tout sacrifier pour le triomphe d'une cause de justice. Et c'est cela qu'au seul nom de Verdun, tous ceux qui ne sont pas étrangers aux destinées du monde s'inclinent, le cœur rempli d'enthousiasme, d'admiration et de gratitude* ».

L'offrande des Pays-Bas à Verdun

Cette reconnaissance veut s'exprimer à travers un cadeau à la ville de Verdun sous la forme d'une œuvre d'art monumentale. Pour cela le comité néerlandais s'adresse à Auguste Rodin par l'intermédiaire de M. Jacob Baart de la Faille, critique d'art néerlandais, francophone, secrétaire de la ligue des pays neutres, et Mme van Bevervoorde van Rappard, qui a soigné des blessés dans les hôpitaux français pendant la guerre. Ils écrivent à Rodin le 26 décembre 1916, donc à la fin de la bataille.

Rodin répond favorablement à la démarche des Hollandais, mais ses soucis de santé ainsi que tout le temps consacré à l'installation de son musée ne permettent pas au maître de créer une œuvre originale. Il propose donc gracieusement une sculpture qu'il a réalisée en 1879, à l'époque où la république voulait honorer la résistance de Paris au cours du siège subi lors de l'invasion allemande de 1870. Défense de Paris, défense de Verdun, l'analogie s'imposait de manière évidente, mais la concrétisation du projet, l'agrandissement de la sculpture, sa fonderie et son inauguration demandent des délais. Malheureusement, ces opérations se réaliseront après la mort du sculpteur. En parallèle, les ministres des Affaires étrangères et de l'Instruction publique sont officiellement sollicités pour donner leur autorisation.



L'œuvre proposée est un groupe qui avait été écarté par le jury de 1879 qui souhaitait quelque chose de moins violent, plus académique et solennel pour célébrer la résistance de Paris. La sculpture retenue fut le groupe de Louis-Ernest Barrias, inauguré en 1883 à Courbevoie, et qu'on peut voir aujourd'hui dans le quartier de La Défense sur la commune de Puteaux.

Le 25 octobre 1917, l'accord avec Rodin est confirmé par une visite de Mme van Bevervoorde au domicile de l'artiste à Meudon. Nous sommes quinze jours avant la mort de Rodin, mais celui-ci a le temps de mettre au point les instructions pour la réalisation monumentale de l'œuvre. C'est le travail de son homme de confiance, Léonce Bénédict qui est le conservateur du musée Rodin créé dans l'hôtel Biron à Paris.

Bénédite attribue l'agrandissement de la statue à quatre fois sa dimension de 1879 au sculpteur-reproducteur Henri Lebossé, qui a l'habitude de travailler pour Rodin et qui connaît bien la technique du pantographe tridimensionnel. Ce travail, accompli en 1917-1918, souffre de certaines critiques qui lui reprochent des formes trop pleines, ce à quoi Henri Lebossé répond premièrement qu'il est impossible de procéder à un agrandissement strictement mathématique, et deuxièmement il rappelle les instructions écrites de Rodin donnant l'ordre de « mettre beaucoup de matière et plus d'épaisseur dans la Défense » (Lebossé à Bénédite, 08.04.1920, archives du musée Rodin). Il faut ajouter que Rodin, décédé avant l'achèvement du travail, n'a pu apporter les correctifs dont il avait l'habitude.

Pour financer l'ensemble du projet, le comité néerlandais ouvre une souscription aux Pays-Bas à laquelle répondent 10 à 11 000 donateurs qui reçoivent une lithographie dessinée par l'artiste hollandais Huib Luns, auteur également de la cassette qui contiendra les noms des donateurs et qui sera déposée dans le piédestal en pierre de taille de la statue (ce coffret est aujourd'hui dans le musée de guerre de la mairie de Verdun).

Sur la lithographie de Luns on peut trouver :

1. La France coiffée du casque Adrian, la cathédrale de Reims, le soleil de Louis XIV, les flammes et les nuages de la révolution, un bonnet phrygien, le coq gaulois.
2. Le monument de Rodin, un paysage hollandais de moulin, la ville de Delft.

Une fois fixées définitivement les cotes d'agrandissement du groupe statuaire, la fonte est réalisée dans les ateliers de la fonderie Rudier à Paris qui travaille régulièrement pour Rodin et pour les plus grands sculpteurs de l'époque comme Bourdelle ou Maillol, et dont il est dit dans les documents de l'époque que la facture fut particulièrement onéreuse.



Le groupe se compose d'un soldat nu mourant, inspirée du Christ de la *Pietà* de Michel-Ange (Museo dell'Opera del Duomo à Florence), et d'une allégorie de la victoire elle-même inspirée de *La Marseillaise* de Rude visible sur l'Arc de Triomphe à Paris.

Dans le groupe statuaire de *La Défense*, le corps brisé du soldat contraste fortement avec la Victoire qui jaillit hors de la composition, ses deux bras aux poings serrés largement écartés et la bouche grande ouverte comme pour *La Marseillaise* de l'Arc de Triomphe. Elle exprime toute l'exaltation du combat dont elle sort ; son aile cassée qui retombe montre l'âpreté de la bataille livrée et une victoire difficilement arrachée à l'ennemi.

Quel emplacement pour La Défense de Rodin ?

En avril 1920, MM. de la Faille et Bénédictine sont reçus à Verdun pour le choix de l'emplacement du monument. Il est question de la place d'Armes (actuelle place Maginot), ou des abords de la gare, mais c'est finalement la place de la Roche qui l'emporte : la statue de La Défense fera face à la citadelle inviolée. Ce symbole séduit le conseil municipal, sous réserve d'un accord de l'Armée. En mai 1920, la Direction du Génie du ministère de la Guerre concède le droit de construire le monument sur le terrain militaire de la Roche, concession temporaire et avec l'engagement de laisser la place libre pour les manifestations à caractère militaire.

On peut également penser que l'état de la ville en 1920, avec un déblaiement des ruines encore inachevé, des travaux partout et un urbanisme en voie de transformation, ne permet pas de fixer un emplacement absolument définitif.

Cette question de l'emplacement du monument entretiendra la relation entre Verdun et les Pays-Bas et sera relancée jusqu'à la veille de la Seconde Guerre mondiale. En effet, le choix de fixer la sculpture d'un artiste aussi prestigieux que Rodin place de la Roche, c'est-à-dire sur un espace reculé, peut porter à débat car l'œuvre est à l'écart de la vue des touristes nombreux qui visitent la ville après la Première Guerre.



La Défense déplacée

Dans les années trente, une fois la reconstruction achevée, certains Verdunois demandent à la municipalité d’agir pour trouver une place plus visible à *La Défense*. Particulièrement actif dans cette démarche, le journaliste Henri Frémont, propriétaire du *Bulletin Meusien*, entretient un contact avec le comité hollandais du monument qui n’a pas été dissout.

En 1938, le député maire de Verdun Gaston Thiébaut est sollicité par courrier par l’avocat néerlandais Henry Doopler, président du comité hollandais d’alors. Fin 1938, un accord est trouvé pour le déplacement du monument et pour que la Hollande couvre les frais occasionnés. Nous sommes alors dans un contexte inévitablement assombri par les tensions internationales qui transparaissent clairement dans un courrier du président hollandais du comité du monument concernant la date pour une nouvelle inauguration de *La Défense* déplacée : « *J’espère et je souhaite de tout cœur que les événements internationaux ne viennent bouleverser nos projets, que Verdun et la France soient préservées de nouvelles souffrances* ».

Une nouvelle inauguration à la veille de la Seconde Guerre mondiale

Le 23 juillet 1939 Le monument de la Défense est inauguré près de la porte Saint-Paul, à une entrée de la ville très fréquentée, et à proximité du monument dédié à Victor Schleiter, maire reconstruteur de Verdun et tragiquement disparu en 1933. La cérémonie est présidée par Hippolyte Ducos, ancien combattant de 14-18, vice-président de la Chambre des députés, ancien ministre des Pensions. Parmi les personnalités néerlandaises présentes on peut citer : le baron de Lynden, représentant l’ambassadeur de Hollande à Paris, Henry Doopler président du comité d’érection du monument, le banquier Van Heyst.

Un banquet d’une centaine de convives est offert par la ville au cours duquel sont prononcés les discours de circonstance et où sont rappelés les 900 volontaires hollandais morts en France pendant la Grande Guerre.



Enfin, après la Seconde Guerre, le 5 juin 1949, au cours du congrès et pèlerinage national de l'association « Ceux de Verdun », une nouvelle inscription commémorative est officiellement dévoilée. Elle remplace celle effacée par les Allemands pendant l'Occupation dont le texte était : « *A la gloire de la France éternelle. A Verdun, l'indomptable cité lorraine. Les fidèles amis de Hollande, qui n'ont jamais désespéré du triomphe du droit et de la justice. Décembre 1916 - Août 1920* ». La nouvelle formule, proposée par le Comité et approuvée par la municipalité, est plus sobre et plus courte que la précédente, on peut encore la lire aujourd'hui sur le monument : « *A la France immortelle, A la glorieuse ville de Verdun, la Hollande amie* ».

A la fin de cette année 1949, les Verdunois ont la douleur d'apprendre le décès de M. Doopler qui présidait le comité néerlandais de Verdun. L'émotion soulevée montre bien les liens étroits noués entre la ville et les Pays-Bas depuis 1916, liens plusieurs fois resserrés à l'occasion des inaugurations successives jusqu'au lendemain de la Seconde Guerre.

N'oublions pas le dernier déplacement du monument, celui de 2003, de quelques dizaines de mètres, qui voit *La Défense* intégrer la rue des Frères Boulhaut, adossée à la Meuse. Est-ce son emplacement définitif ? Seules les années le diront, au gré des évolutions successives de l'urbanisme verdunois.

Pour finir, il apparaît que les choix d'urbanisme et l'histoire ont plusieurs fois bouleversé le destin de l'œuvre de Rodin, au point peut-être de la faire apparaître injustement comme un cadeau quelque peu encombrant.

En réalité, la destinée de ce monument révèle une fois de plus le retentissement considérable, jusque dans les pays neutres, du sort de la ville de Verdun associé au drame immense de la bataille. Ce don de la Hollande s'ajoute à la liste des nombreuses distinctions honorifiques attribuées à la ville à partir de 1916.

Il exprime à la fois l'extrême brutalité des combats qui se sont déroulés aux portes de Verdun, mais également, par sa première dédicace, à quel point la guerre d'alors était considérée comme existentielle, vitale pour la sauvegarde de ce qu'on appelait alors « la civilisation ».

Il nous rappelle également aujourd'hui que ce geste de la Hollande pays ami participait déjà, certes modestement et avec fragilité, à jeter les bases d'une construction européenne désireuse de paix, mais toujours incertaine et menacée.

Table ronde 2

***Patricia PIERSON**



***Claudine BOIGEGRAIN**



***Linda KAUFMAN**



Nous n'avons pas oublié !

1923 – 2023

« Centenaire de la reconstruction des Éparges, récit d'une épopée ».



Cette phrase de la philosophe Simone Weil se prête bien à l'histoire que nous allons vous conter : « *Ce qui est merveilleux dans une époque où l'on a tout perdu, c'est que l'on peut tout retrouver* ».

Les habitants des Éparges avaient tout perdu et ils ont tout retrouvé.

Lorsque la guerre vient bouleverser la vie paisible de ce village de Meuse aux premiers jours du mois d'août 1914, les familles qui voient partir leurs hommes au Front n'imaginent pas qu'elles vont, elles aussi, connaître les affres de la guerre. L'été est là. Les moissons et les récoltes occupent le quotidien des femmes, des enfants et des vieillards malgré le bruit inquiétant du canon qui gronde dans la plaine de la Woëvre. Puis, sur ordre du Préfet un matin de septembre, il faut fuir et tout abandonner. L'envahisseur approche...

Les uns rejoignent des parents installés dans le sud du département, les autres, résignés quittent leur ferme, leurs champs et leurs bêtes le 10 septembre pour entreprendre un long et pénible voyage jusqu'à la frontière Suisse, en Haute-Savoie, à Annemasse. Combien de temps ces paysans ont-ils mis pour arriver au terme de leur voyage ? Par quel moyen ont-ils parcouru les 513km qui les séparent de leur village ? Nous l'ignorons.

Ils sont arrivés aux premiers jours d'octobre 1914 dans la commune savoyarde qui n'était pas préparée à les recevoir. Les archives municipales d'Annemasse nous ont permis de mesurer l'immense effort réalisé par sa population et celle des communes voisines qui s'organisent en créant des comités de bienfaisance pour distribuer des vêtements et de la nourriture, pour apporter les premiers soins à leurs compatriotes déracinés et totalement démunis.

En quelques mois, la ville qui ne comptait que 2000 habitants après le départ des hommes mobilisés sera submergée par le flot de sans-abri, accueillant 118 000 réfugiés du Nord et de l'Est de la France. La solidarité dont fit preuve les Savoyards fut au rendez-vous et elle mérite d'être saluée.



En Meuse, les combats font rage. La crête des Éparges, conquise le 21 septembre par les troupes ennemies est le théâtre des terribles affrontements dont fut témoin Maurice Genevoix. La guerre des mines, qui débute en février 1915, révèle l'âpreté de la lutte et ravage le paysage. En contrebas, le village régulièrement bombardé sombre dans une triste agonie, jusqu'à sa totale destruction.

L'armistice du 11 novembre 1918 fait cesser les combats, puis la paix est signée à Versailles en juin 1919. Pour les populations déplacées, c'est la fin de l'exil. Celui des habitants des Éparges aura duré 5 ans et 3 mois !

En décembre 1919, ils ne sont que neuf familles à entreprendre le voyage de retour, avec leur prêtre, l'abbé Tripied, qui les a accompagnés depuis le début. Ils savent que la guerre a ravagé leur territoire, mais ce qu'ils découvrent en arrivant aux Éparges dépasse toute imagination. Dans un paysage dévasté, sinistre et hostile, la mort est partout présente : des tranchées sillonnent le village, la crête éventrée est encore jonchée de cadavres, des tombes provisoires sont alignées dans les champs couverts de mitraille, les maisons sont anéanties. Il ne reste que des ruines.



Le village des Éparges reçoit la Croix de Guerre le 18 mars 1921 :

«Sentinelle avancée de la ligne française, de 1914 à 1918, a payé cet honneur d'une destruction totale. Torturée dans les entrailles de son sol, éventrée par les explosions de mines, harcelée par les projectiles de toute nature, restera dans l'Histoire comme l'un des symboles de la plus héroïque résistance et de la plus sublime abnégation.»



Dans les régions dévastées, le gouvernement a fourni des baraques en bois pour abriter les familles qui reviennent sur leur terre. Celles des Éparges vont y trouver refuge. C'est l'hiver et le défi est immense car il faut survivre dans le chaos des ruines, sans ressources et désœuvrés. Il est impossible de cultiver la terre ou d'élever du bétail, les bois et les champs sont gorgés de cadavres, de barbelés et d'engins explosifs, l'eau des sources est polluée...



Pourtant, dans un bel élan de solidarité, un village du Doubs appelé Le Barboux fait un don de 10 000fr (30 000€) pour aider les habitants revenus d'exil. Nous avons retrouvé la lettre adressée au maire Justin Pancher.

C'est un geste touchant et généreux que nous saluons et que nous n'avons pas oublié. En juin 2017, Le Barboux et les Éparges se sont jumelés.



Le Barboux



Même séance
Le Président informe le Conseil Municipal que les communes voisines et à l'aide ont offert aux habitants des villages des régions libérées un secours pour les aider à relever leurs ruines.
Que le Cons. Mun. doit s'intéresser tout particulièrement à la pénible situation de ces malheureux.
Que la commune possédant les reboisements nécessaires il veut honorer de la voir participer elle aussi à cette généreuse initiative.
Le Conseil Municipal
Considérant que la commune n'a pas eu à souffrir de la guerre
Que les reboisements lui permettent de venir en aide à ces malheureux dont les biens ont été sacrifiés et anéantis.
Décide à l'unanimité des membres de voter la somme de 10000 frs à la commune des Éparges, nom glorieux et qui sera gravé dans l'histoire, somme qui sera versée sur les fonds libres de la commune.
Cette somme sera distribuée avec le concours des autorités locales des Éparges et les infirmières du secourisme des villages libérés.
Le mandat sera établi au nom de M. le Maire des Éparges (Neuchâtel) et les infirmières du secourisme des villages libérés l'objet du paiement comme suit : Secours aux habitants du village des Éparges.
Fait et délibéré en séance, les an, mois et jour susdits ont signé tous les membres
M. le Maire
Justin Pancher

Les premiers mois de l'année 1920 s'écoulent dans l'attente.

A l'image des milliers de réfugiés spoliés par la guerre, les familles des Épargés attendent que l'Allemagne, vaincue, paye les dommages de guerre qui leur permettront de reconstruire leurs fermes et reconstituer leurs troupeaux. Mais les démarches sont longues et difficiles.

L'horizon est incertain... jusqu'à ce jour de décembre 1920 où le maire reçoit une lettre provenant du Comité hollandais de Retour au Foyer. Elle annonce que Monsieur Andries van Wezel a décidé d'offrir la somme de 500 000fr à la commune pour sa reconstruction.

Cette manne va tout changer !

“LE RETOUR AU FOYER”

ŒUVRE DE SECOURS IMMÉDIATS AUX HABITANTS DES PAYS RECONQUIS

SIÈGE SOCIAL :

12, Rue du 4-Septembre

PARIS, LE 29 Septembre 1920

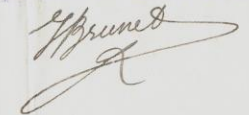
MONSIEUR LE MAIRE

LES ÉPARGÉS

J'ai l'honneur de vous informer que l'ŒUVRE DU RETOUR AU
FOYER NÉERLANDAIS^{se} dispose de venir en aide à la population
rentree des ÉPARGÉS.

Nous vous prions de vouloir bien nous dire vers quelle époque
vous seriez aux ÉPARGÉS afin que nos délégués puissent vous
y rencontrer et se concerter avec vous sur le meilleur
emploi des fonds que nous nous disposons d'utiliser pour
la reprise de la vie de votre COMMUNE.

Veuillez agréer Monsieur LE MAIRE l'assurance de ma
considération la plus distinguée
pour LE PRÉSIDENT DU RETOUR AU FOYER

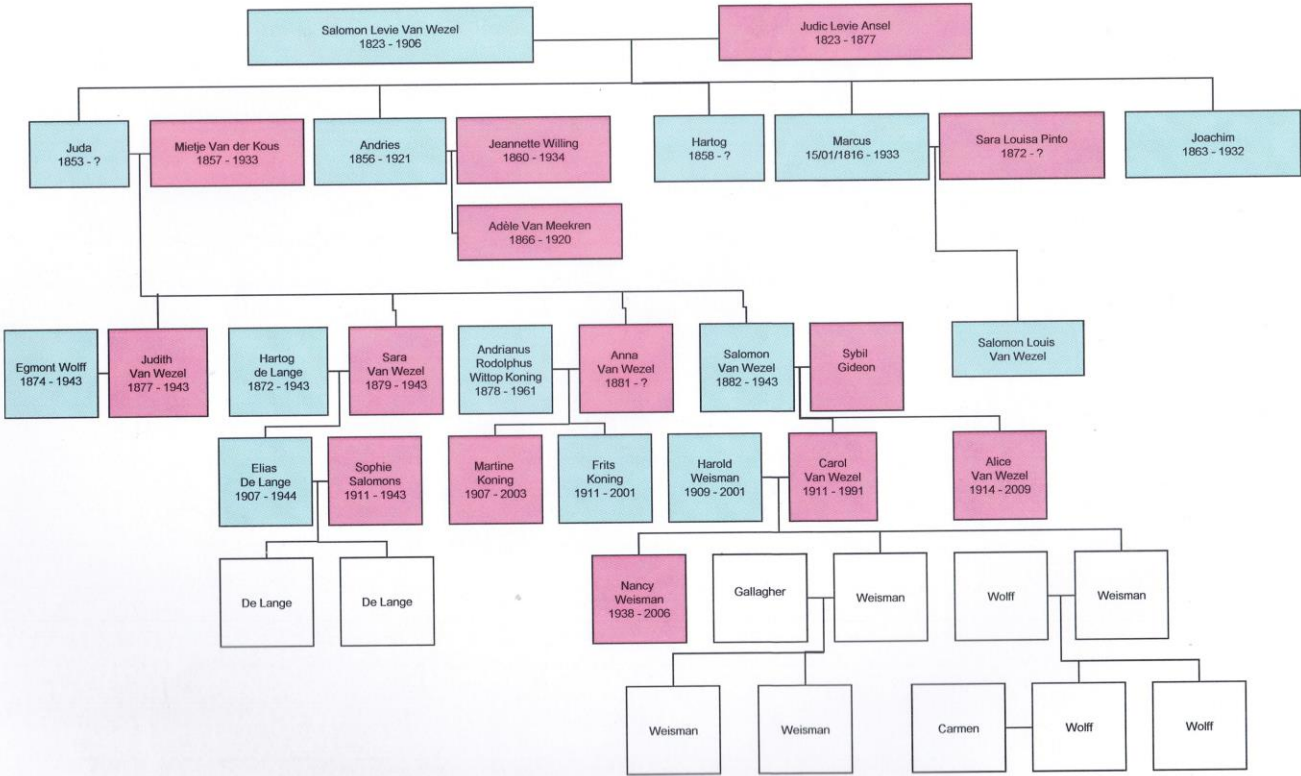


Qui est Andries van Wezel ?

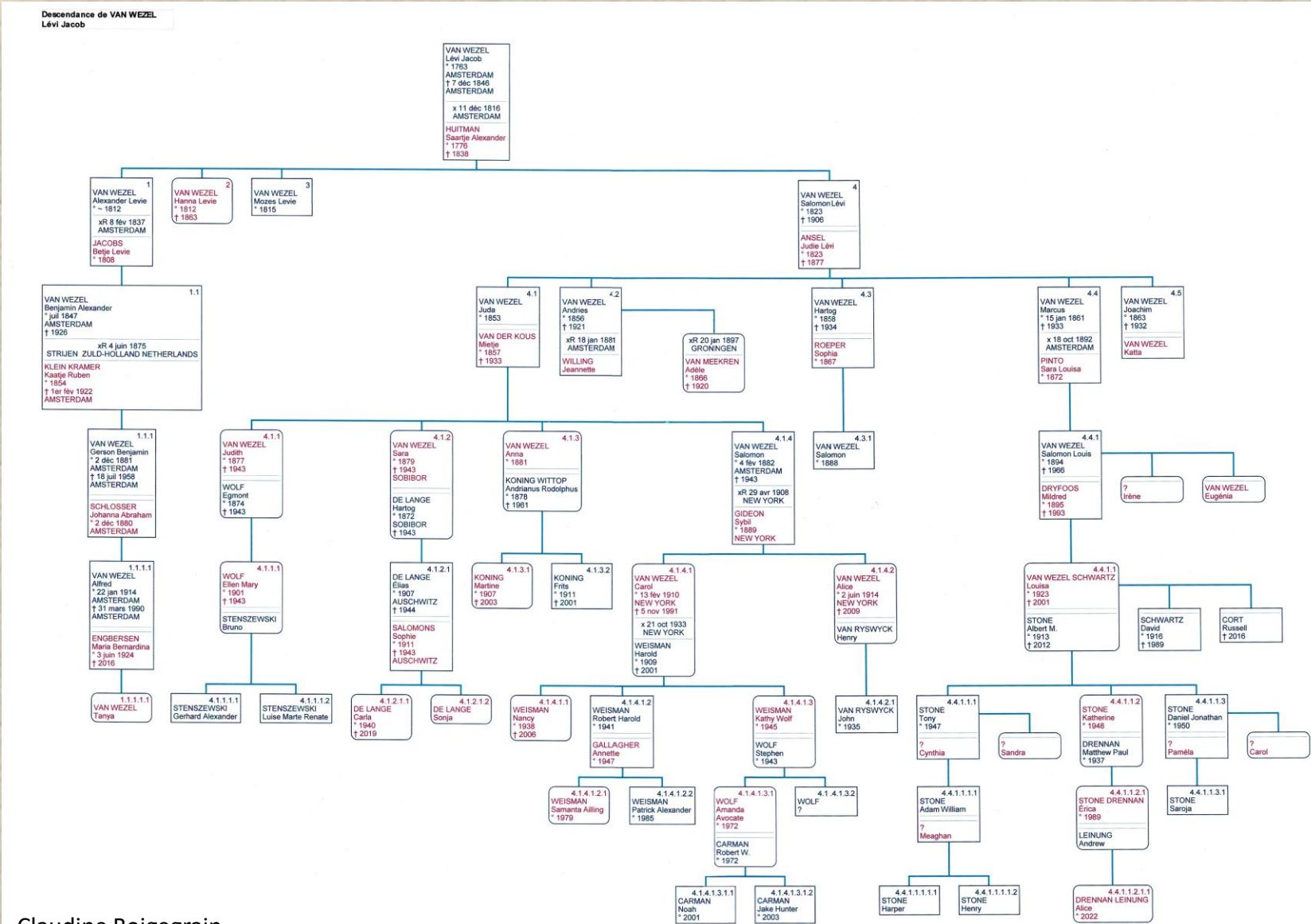
Comment avons-nous retrouvé son identité ?

La généalogie nous a été d'un grand secours mais les recherches furent difficiles en raison de la nationalité du mécène néerlandais.

Un premier tableau généalogique a pu être établi :



Puis, au cours des derniers mois, nous avons pu compléter l'arbre généalogique de la famille van Wezel.



Claudine Boigegrain

Nous avons réussi à prendre contact avec les enfants de Louisa van Wezel Schwartz, Katherine van Wezel Stone et Tony van Wezel Stone, qui vivent aux États-Unis, et nous sommes très honorés de les avoir à nos côtés aujourd'hui. C'est grâce à l'autobiographie écrite par leur mère Louisa (descendante de Marcus van Wezel, frère d'Andries) que nous avons commencé, ensemble, à édifier l'histoire de l'entreprise familiale aux États-Unis.

Parmi la descendance européenne des frères d'Andries van Wezel, seule Sonja Reina de Lange, est encore en vie aujourd'hui (elle vit à Amsterdam). Tous les autres membres de la famille d'Andries van Wezel et de sa femme Adèle van Meekren ont été déportés pendant la seconde guerre mondiale et sont morts dans les camps de concentration de Sobibor et d'Auschwitz.

Enfin, tout récemment, nous avons pu entrer en contact avec Tanya van Wezel et son fils Philip Simons. Ils sont issus de la branche d'Alexander Levie van Wezel, un oncle d'Andries van Wezel, et vivent aux Pays-Bas.



Katherine Stone, son frère Antony et sa fille Erica, ont fait le voyage des États-Unis pour être présents aux cérémonies de ce matin aux Éparges et à ces tables rondes...



Tanya van Wezel et son fils Philip Simons sont venus d'Amsterdam aux Éparges ce 14 octobre 2023.

I – **Andries van Wezel** est né le 25 mars 1856 et a grandi dans le quartier juif d'Amsterdam où, comme l'ont révélé de nombreuses études, les conditions de vie étaient terribles. Il y avait plus de maladies infectieuses que partout ailleurs dans la ville, les conditions d'hygiène étaient horribles et il n'y avait pas de services publics pour résoudre ces problèmes. 57% des Juifs néerlandais vivaient à Amsterdam, concentrés dans le quartier juif. Entre 1850 et 1900, la population a doublé. Il y avait peu de contacts avec l'élite de la ville qui considérait la population juive avec mépris et à travers le prisme de stéréotypes antisémites.

Il a fait ses études à la Nederlands-Israëlitische Armenschool. Il aimait la musique et aurait voulu devenir violoniste. Grâce à la loi de 1857 sur l'enseignement primaire, il a pu apprendre à lire et à écrire en néerlandais. Mais à l'âge de 13 ans, il a dû commencer à travailler à l'usine de polissage de diamants où son père était employé.

Le "Kaapse Tijd" a commencé à l'époque où Andries travaillait comme polisseur de diamants avec son père. La guerre franco-prussienne a contribué à l'accumulation de richesses par des individus en France, en Allemagne, en Russie, dans les Balkans et aux États-Unis. Compte tenu de l'énorme offre et de la demande de diamants, il y a eu une grave pénurie de travailleurs et les salaires ont augmenté de manière significative, ce qui a contribué à la richesse des travailleurs juifs du diamant.

En conséquence, la famille Van Wezel est devenue "riche" et a investi dans des maisons, de l'argent, des bijoux et des entreprises industrielles. En 1882, Andries Van Wezel paie plus d'impôts que son père, qui a lui-même connu une ascension sociale remarquable.



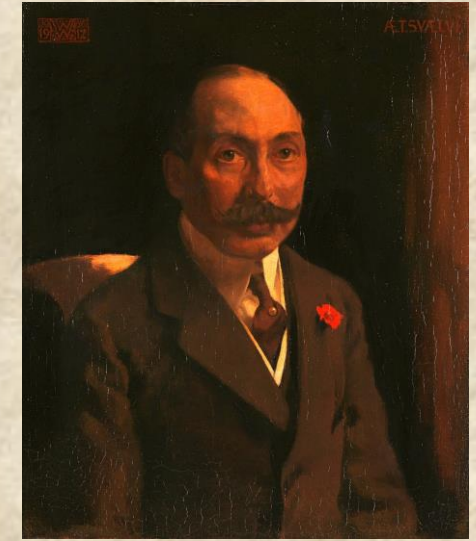
9 Sarphatistraat Maison d'Andries Van Wezel

Déjà, depuis son jeune âge, Andries achetait des œuvres d'art, avec une préférence pour l'art moderne et il prêtait fréquemment ses pièces aux musées, comme au Stedelijk Museum à Amsterdam, en 1916 pour une exposition accessible gratuitement. A la fin de sa vie, Andries a transmis sa collection d'œuvres d'art à l'État Néerlandais. En 1922, 95 peintures, pastels et aquarelles, 13 dessins, 52 lithographies et estampes et enfin 4 albums du « Nederland estclub » ont trouvé leur place dans le Rijksmuseum à Amsterdam.

Il a contribué à la réalisation de la SDAP, un parti politique socialiste néerlandais, De Koninklijke Nederlansche Diamantwerkersbond et le syndicat NVV. Il a soutenu de nombreuses initiatives pour aider les pauvres. Par exemple, il a co-financé la « Broodfabriek », une initiative de Samuel Saarpahi et ainsi a mis à la disposition de tout le monde du pain « bon marché » et nutritif.

Mais après la création du Syndicat Général Néerlandais du Diamant (ANDB) et du Parti Social-Démocrate des Travailleurs (SDAP), l'employeur-millionnaire Andries Van Wezel s'est trouvé dans une relation nettement différente. Malgré sa sympathie pour les idées socialistes et les efforts de ses ouvriers, il ne pouvait pas soutenir ouvertement le socialisme et le mouvement syndical en raison de son statut d'employeur.

Après un premier mariage arrangé et sans enfant, Andries van Wezel divorce de Jeannette Willing en 189 et épouse en secondes noces Adèle van Meekren en 1897. Ils menèrent une vie heureuse mais sans enfant. Ils partageaient la même passion pour la beauté et les beaux-arts. Tous deux avaient également pour mission d'aider les moins privilégiés.



Andries van Wezel



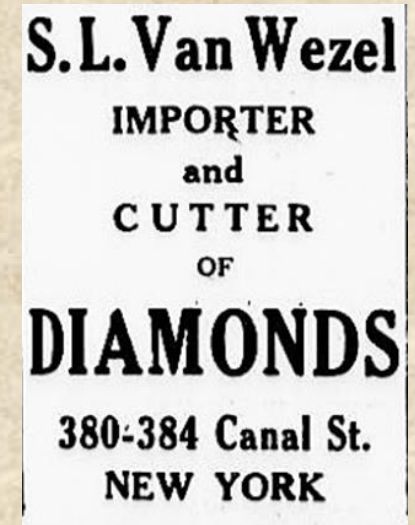
Adèle van Meekren

Les quatre frères d'Andries, Juda, Hartog, Marcus et Joachim, étaient également négociants de diamants et associés d'Andries. Entre 1888 et 1903, Andries a été confronté à plusieurs événements d'importance historique dans le secteur diamantaire, notamment le mouvement syndicaliste à Amsterdam, Ce dernier a provoqué un exode des acteurs principaux du secteur d'Amsterdam à Anvers, dont Andries qui estimait que l'industrie diamantaire d'Amsterdam était trop conservatrice et peu ouverte à l'innovation. Son départ a fait couler beaucoup d'encre et la position d'Amsterdam dans le secteur diamantaire s'est vue diminuer en faveur d'Anvers.

La guerre des Boers (1880-1902) eut également un impact sur l'action d'un syndicat d'acheteurs des diamants bruts de la société De Beers. Hartog van Wezel gérait l'entreprise européenne tandis que Marcus et Joachim partaient pour les Etats-Unis où ils ouvrirent la société S.L. van Wezel Importer and Cutter of Diamonds.

«Dans les années 1920 la firme van Wezel est devenue la plus grande maison de diamants de New York, employant plus de 70 personnes. Andries van Wezel est venu aux Etats Unis au début du siècle et son frère, Marcus Salomon van Wezel dirigeait l'entreprise.» (The Forerunners : Dutch Jewry in the North American Diaspora, 1994 Wayne State University Press"

- Robert P. Swierenga)



A cette époque Andries van Wezel séjournait beaucoup à Londres où il était membre du syndicat des acheteurs des diamants bruts de la société De Beers, ce qui a augmenté considérablement sa puissance d'achat. C'est là qu'il a dû rencontrer Isidore Lévy Dreyfus qui travaillait pour De Beers et avec lequel il a noué une relation aussi bien amicale que professionnelle. Des liens très étroits s'étaient noués entre Andries et Paul Robert Dreyfus, le fils d'Isidore et de sa femme Sarah Régina Bernheim, qu'il considérait comme son fils.

En 1909 Andries et sa femme Adèle partent pour les Etats-Unis où ils séjournent plusieurs mois de l'année tout en maintenant des contacts avec les œuvres caritatives et le milieu artistique aux Pays-Bas.

La Grande Guerre a eu une signification différente pour les personnes de l'entourage d'Andries van Wezel. Les artistes peintres allemands et autrichiens sont partis à la guerre pour leur pays et les peintres néerlandais n'ont pas pu vendre leurs œuvres. Le commerce des diamants à New York est en plein essor, car le commerce du matériel de guerre est extrêmement rentable et entraîne une augmentation de la demande de produits de luxe. À Anvers, la période 1914-1919 est considérée comme une période dorée.

La Grande Guerre eut un impact très personnel pour Andries van Wezel et sa femme car c'est au cours des terribles combats de la crête des Éparges que périt Paul Robert Dreyfus, le fils d'Isidore Lévy Dreyfus.

Le nom des Éparges était souvent mentionné dans les communiqués de guerre...

Le couple Van Wezel décida de soutenir financièrement la reconstruction du village des Éparges et Andries se rendit à Paris chez Joseph Asscher, ami diamantaire et Président du Comité Hollandais du « Retour au Foyer » afin de solliciter son aide pour faire enregistrer une donation de 500,000 francs or en mémoire de Paul Robert Dreyfus.

Lors de la cérémonie d'inauguration du village reconstruit Joseph Asscher racontait « *Aussitôt après l'Armistice j'ai eu la visite d'un compatriote et ami, Andries van Wezel. Il me disait qu'il pensait que toute personne qui avait de la sympathie pour la France avait le devoir d'aider ce pays à se rétablir le plus vite possible et pour sa part il prévoyait sa donation pour la reconstruction de l'un des villages les plus dévastés.* »

Ni Andries ni sa femme ne verront le résultat de leur générosité. Adèle Van Wezel meurt en décembre 1920 et Andries van Wezel, inconsolable, meurt le 1^{er} juillet 1921 à bord le U.S.S. Rotterdam, en route de New York au Havre pour assister à la pose de la première pierre de la reconstruction des Éparges.

Andries van Wezel est enterré au cimetière Joodse-Begraafplaats-Muidelberg à Amsterdam, auprès de sa chère Adèle. Il fut décoré à titre posthume de la Croix de la Légion d'Honneur par le Gouvernement français.



Tombes d'Andries van WEZEL et Adèle van MEEKREN au cimetière Joodse-Begraafplaats-Muidelberg à Amsterdam

En plus de l'argent versé pour la reconstruction des Épargnes, les van Wezel firent un don de 500,000 francs supplémentaires à l'État Français via ce comité. La Belgique, où Andries van Wezel maintenait son entreprise, reçut un don d'un million de francs pour aider à sa reconstruction.

D'après son testament, Andries laissa tous ses biens à un nombre important d'organisations caritatives juives y compris le Nouvel Hôpital Israélite, la nouvelle maison pour les juifs peu fortunés, deux orphelinats israélites à Amsterdam, la maison du troisième âge Juive à Groningen... et il a légué sa vaste collection d'art au Rijksmuseum d'Amsterdam, ainsi que de nombreux ouvrages au Musée Juif d'Amsterdam.



Plaque apposée sur la façade de la mairie des Épargnes par la commune.

La question qui vient à l'esprit est « Pourquoi Andries van Wezel a-t-il fait ce don ? »

Anries van Wezel, deux fois marié, n'a pas eu de descendance. C'est très certainement pour cette raison qu'il s'est attaché au fils de son ami Isidore Levy-Dreyfus, un jeune homme qui poursuit ses études à Paris lorsque la guerre éclate. La mort viendra le faucher aux Éparges le 16 octobre 1915 où il est porté disparu, jusqu'au jour où son corps est retrouvé, en 1920, très probablement par le curé des Éparges, l'abbé Tripiéd. En effet, cet homme tout dévoué à ses paroissiens l'est aussi pour la mémoire des hommes tombés sur le champ de bataille des Éparges. Les témoignages que nous avons recueillis racontent que chaque jour, après avoir célébré sa messe dans la chapelle en bois construite par les poilus pendant la guerre et située au pied du chemin de la Relève, ce prêtre accomplissait la sublime tâche de retrouver les corps abandonnés au milieu du chaos et leur donnait une sépulture chrétienne. Tous ne pouvaient pas être identifiés... aux familles de ceux dont il retrouvait l'identité, il écrivait pour les informer que le corps de leur défunt reposait en paix aux Éparges et qu'elles pouvaient faire leur deuil.

Andries van Wezel fut ainsi informé de la découverte du corps du jeune homme et entreprit sa généreuse démarche en hommage à Paul Robert Dreyfus.



L'abbé TRIPIED curé des Éparges

Qui était Paul-Robert Dreyfus ?

Paul Robert DREYFUS est né le 30 décembre 1890 à Londres. Il est issu d'une famille aisée de la bourgeoisie parisienne : son père, Isidore Lévy Dreyfus est diamantaire et travaille à Londres comme négociant pour une société française ; sa mère, Sarah Régina Bernheim, est la fille d'un négociant en laines. Paul Robert Dreyfus commence des études à HEC avant de s'engager dans l'armée, au 103^{ème} RI, le 3 octobre 1910 en devancement de l'appel. Fort bien noté, il accède en quelques mois au grade de sergent et quitte le service en octobre 1911. Lorsque la mobilisation générale est déclarée, le 1^{er} août 1914, il rejoint le régiment de réserve créé à partir du 103^{ème} RI, à savoir le 303^{ème} RI. Il est nommé sous-lieutenant le 24 novembre 1914.

Dès le début de la guerre, le régiment est déployé dans le secteur de Verdun, puis dans la plaine de la Woëvre, à Marcheville, avant d'être affecté au secteur des Éparges où les combats font rage. Le 17 février 1915 débute la « guerre des mines » qui défigurera à jamais la crête des Éparges. Le 13 octobre 1915, quatre mines explosent sous les positions du 303^{ème} RI, ensevelissant des soldats de la section du sous-lieutenant Paul Robert Dreyfus. Ce dernier prend alors la tête d'un petit détachement qui parvient, sous la mitraille, à dégager plusieurs soldats. Cette action héroïque lui coutera la vie. Atteint mortellement par une balle, il est porté disparu le 16 octobre 1915. La transcription de son décès dans le 16^{ème} arrondissement de Paris date du 15 mai 1917.

Fait Chevalier de la Légion d'Honneur à titre posthume, son nom apparaît sur le Livre d'Or de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales ainsi que sur la plaque commémorative du Consulat général de France à Londres.

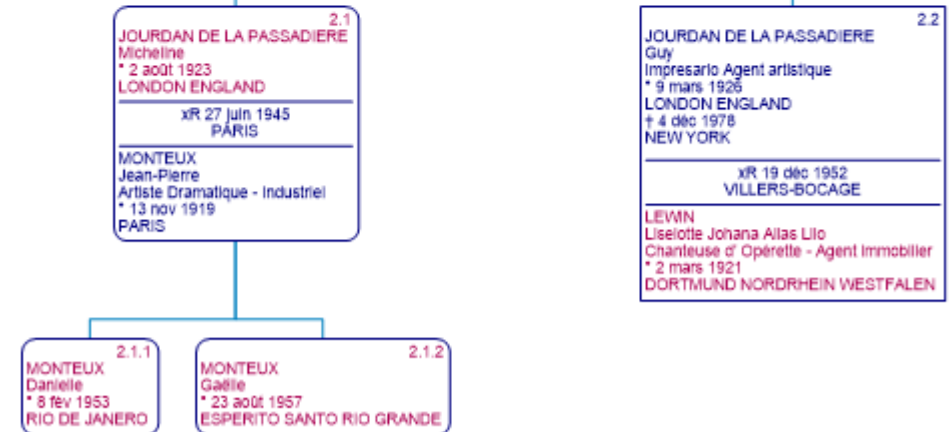
PARTIE À REMPLIR PAR LE CORPS.

Nom Dreyfus
Prénoms Paul Robert
Grade Sous Lieutenant
Corps 303^e Regt à Infanterie
N° { 9 au Corps. — Cl.
Matricule. { 9 au Recrutement
Mort pour la France le 16 Octobre 1915
à Éparges
Genre de mort 9
Né le 30 Dec 1890
à 9 Département
Arr. municipal (p' Paris et Lyon). }
à défaut rue et N°.
Jugement rendu le
par le Tribunal de
rechie
acte ou jugement transcrit le 15 Mai 1917
à Paris (16. b. 1.)
N° du registre d'état civil
MAR 740 1000 F021961

Nous avons établi la généalogie de Paul Robert Dreyfus. Mort trop jeune, il n'a pas laissé de descendance. Nous n'avons pas réussi à entrer en contact avec la lignée de sa sœur Madeleine (au Brésil).

Quelques mots sur les parents de Paul Robert Lévy Dreyfus : sa mère, Sarah Régina Bernheim Dreyfus a été décorée de la Médaille d'Argent de la Reconnaissance Française, Dame du Comité d'Assistance aux Familles Mobilisées qui s'est associée largement à toutes les œuvres de guerre créées à Londres pendant la Guerre. Son père, Isidore, mort en 1932, fut décoré de la Croix de Chevalier de la Légion d'Honneur en mars 1925 au titre « d'administrateur de l'hôpital français de Londres ».

1 Desce ndance de LEVY- DREYFUS Isidore



Paul Robert Dreyfus est enterré dans le cimetière de Montmartre, à Paris, auprès de ses parents.



Ce jeune homme, par qui tout est arrivé, n'a pas été oublié dans notre démarche.

Nous avons obtenu un rendez-vous avec Le Souvenir Français à Paris, organisme créé en 1887 qui a comme objectif : « qu'aucune tombe de soldat *Mort pour la France* ne doit disparaître des cimetières communaux, aucun monument, aucune stèle combattante ne doit être à l'abandon ».

Depuis deux ans, un projet de géolocalisation des sépultures abandonnées (ou en déshérence) de combattants français « *morts pour la France* » est en cours. Dans ce cadre, il nous a été proposé d'engager une demande de restauration du caveau de la famille Lévy-Dreyfus où repose Paul Robert. Cette procédure devrait aboutir au bout d'un an.

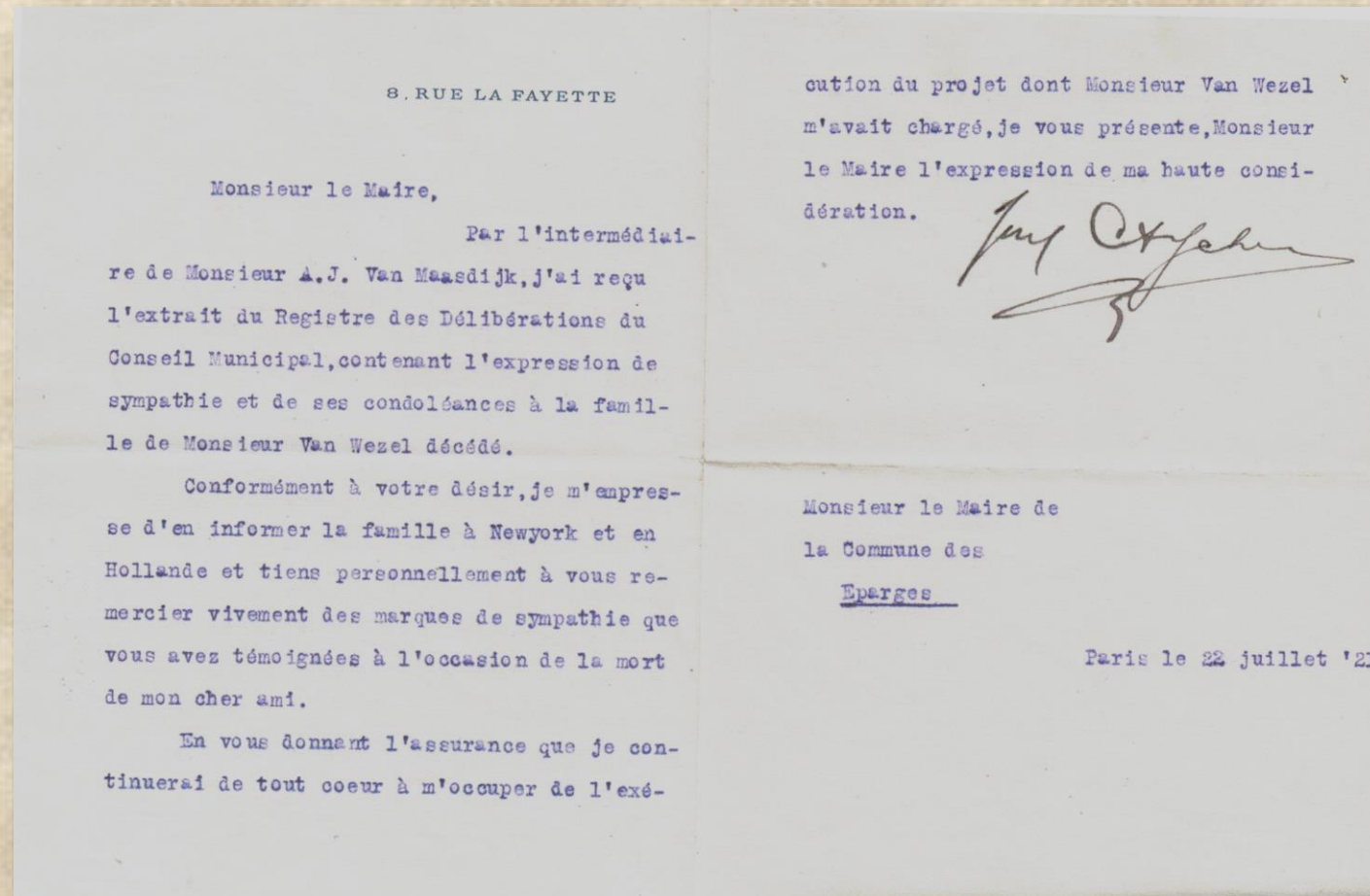
A notre grande satisfaction, une cérémonie mémorielle a été organisée le 9 octobre dernier, où la tombe de Paul Robert Dreyfus fut fleurie par le Souvenir Français, L'Espérance et la commune des Éperges.



Avec la mort d'Andries van Wezel le projet de reconstruction des Éparges aurait pu être abandonné...

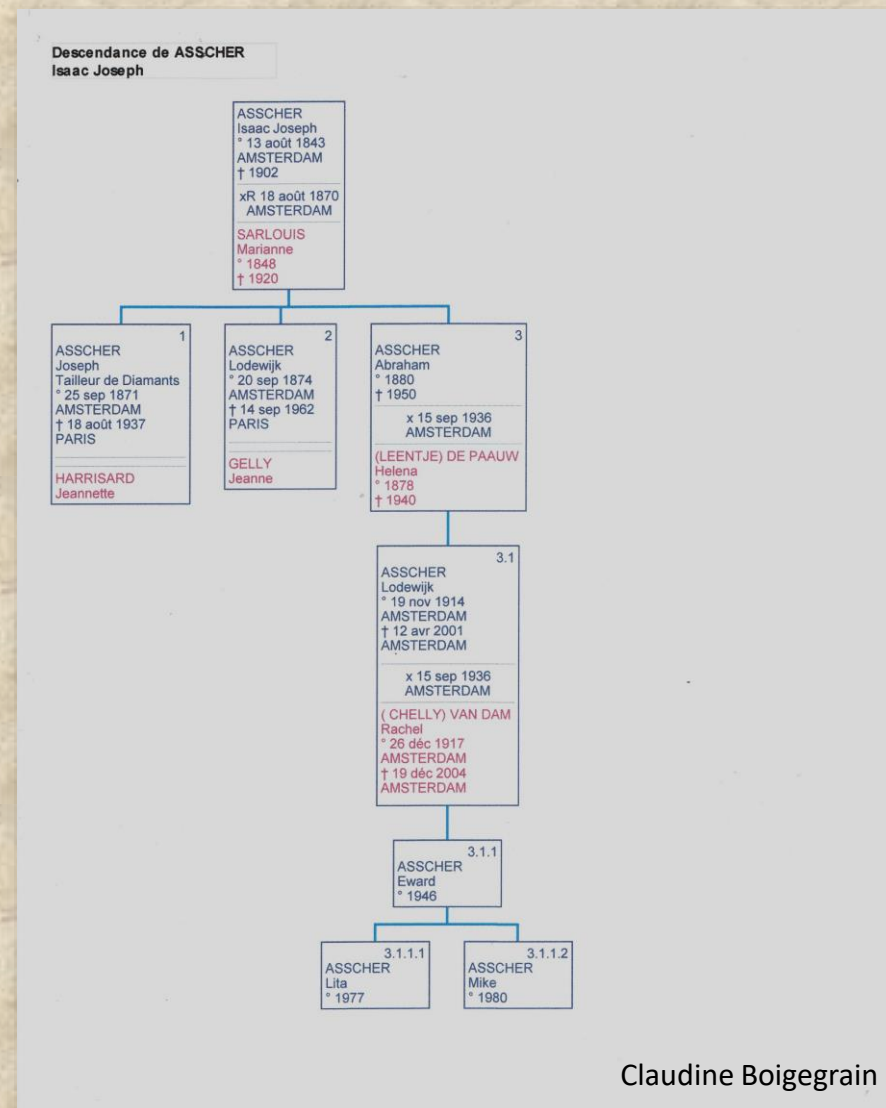
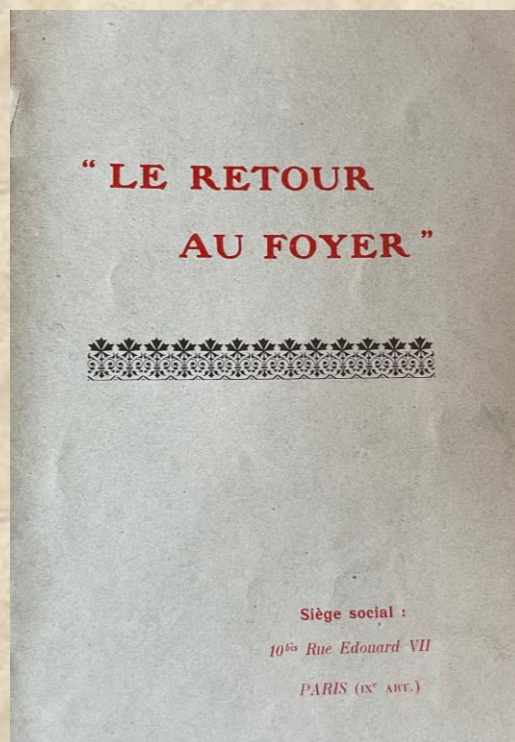
Au grand soulagement des habitants, ce ne fut pas le cas.

En effet, une lettre en date du 22 juillet 1921, signée Joseph Asscher, assurait le maire des Éparges qu'il poursuivrait la volonté de son ami Andries van Wezel.



Qui était Joseph Asscher et que représente le « Comité hollandais de Retour au Foyer » ?

Joseph Asscher (1871-1937) était diamantaire à Paris.
Il faisait partie d'un groupe de mécènes hollandais profondément attachés à la France. Au lendemain de la Première Guerre Mondiale, ils créent « le comité hollandais de Retour au Foyer » pour venir en aide aux régions sinistrées.



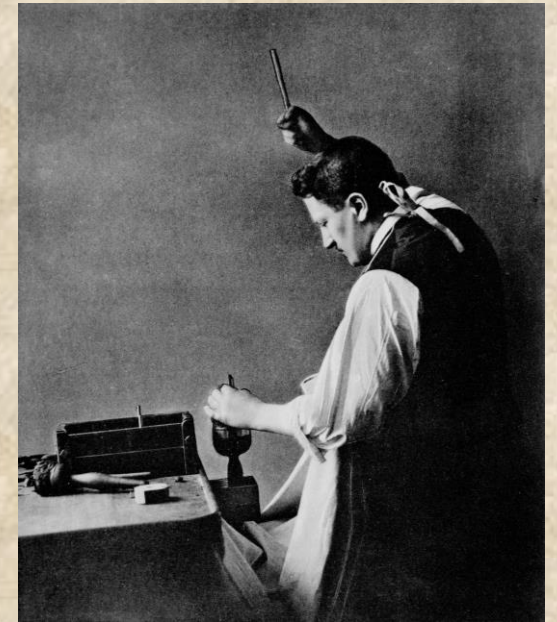
La famille Asscher a taillé les diamants les plus importants et les plus significatifs sur le plan historique que n'importe quel autre diamantaire dans l'histoire. Le site en ligne de l'entreprise retrace l'histoire de la famille et celui de l'entreprise sur six générations.

En 1902 Joseph Asscher développa et breveta la coupe dite Asscher, la première taille de diamant brevetée au monde.

En 1905 le diamant Cullinan a été trouvé dans une mine en Afrique du Sud. Le Cullinan (3,106 carats - la taille d'un cœur humain) reste le plus gros diamant brut de qualité gemme de l'histoire. Le diamant a été acheté par le gouvernement de la colonie du Transvaal en 1907 et offert au roi Edouard VII en guise de cadeau d'anniversaire et d'hommage commémoratif pour les cinq années de paix entre les deux pays après la fin de la deuxième guerre des Boers en 1902. Le roi Edouard s'est rapidement tourné vers Joseph Asscher pour le tailler.

En 1899, Joseph Asscher et son frère Louis avaient créé une succursale de taille de diamants à Paris. En 1919, elle fut transférée à Versailles où ils firent preuve de philanthropie en employant et donnant une formation à des orphelins de guerre et autres pupilles de la Nation.

En 1953, le bâtiment est récupéré par la ville de Versailles. Une école pour fille y est installée avant de devenir un Lycée Professionnel.



Avec la disparition d'Andries Van Wezel en 1921, c'est Joseph Asscher qui assura très fidèlement le suivi du don de son ami. Les archives municipales conservent toute la correspondance qui s'est établie entre les représentants hollandais et le maire des Éparges jusqu'au jour où les clefs du village reconstruit ont été remises par Joseph Asscher à M. Justin Pancher, maire des Éparges, le 29 avril 1923.

Cent ans plus tard, les descendants de la famille Asscher, Edward Asscher et sa fille Lita Asscher, sont aux Éparges à l'occasion du centenaire de la reconstruction,



Joseph ASSCHER remet les clés du village reconstruit au maire des Éparges.



Discours de M. Loudon (ministre hollandais des Affaires étrangères) et de M. Rebel (ministre français des Régions libérées) devant la maison de Justin Pancher pavoisée aux couleurs néerlandaises et françaises.

Tombe de Joseph ASSCHER
au cimetière du Père Lachaise à Paris

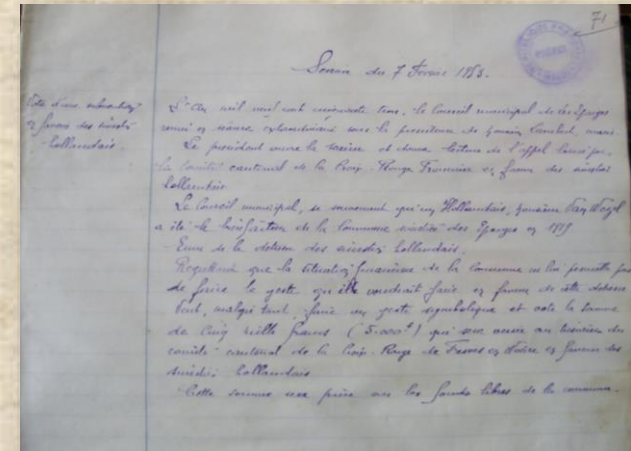


Tout cela se passait au lendemain de la Grande Guerre...

Le souvenir de la manne apportée par Andries van Wezel demeurait encore dans les mémoires et c'est ainsi que, 30 ans plus tard, la commune des Éparges vint en aide aux Pays-Bas lorsque ces derniers subirent un gigantesque raz de marée dans la nuit du 31 janvier au 1^{er} février 1953. Ce cataclysme engendra des morts et des destructions considérables... et l'état d'urgence fut déclaré. L'appel à l'aide fut entendu dans nos campagnes ; nous avons retrouvé la délibération du conseil municipal des Éparges en date du 7 février 1953 :

«....Le Conseil municipal se souvenant qu'un Hollandais, monsieur van Wezel, a été le bienfaiteur de la commune sinistrée des Éparges en 1919, ému de la détresse des sinistrés hollandais, regrettant que la situation financière de la commune ne lui permette pas de faire le geste qu'elle voudrait faire en faveur de cette détresse, veut, malgré tout, faire un geste symbolique et vote la somme de cinq mille francs (5000fr) qui sera versée au trésorier du comité cantonal de la Croix-Rouge de Fresnes-en-Woëvre en faveur des sinistrés hollandais.

Cette somme sera prise sur les fonds libres de la commune. »



Extrait du registre des délibérations de la commune des Éparges en date du 7 février 1953 : une somme de 5 000fr est offerte aux Pays-Bas pour venir en aide aux sinistrés zélandais.



Dans la nuit du 31 janvier au 1^{er} février 1953, un gigantesque raz-de-marée submerge la province du Zélande. Cette catastrophe naturelle provoqua la mort de 1800 personnes, 70 000 évacués, 4500 habitations détruites et 50 000 autres endommagés.

Table ronde 3

***Carla KOST**



***Han GROOTEN-FELD**



« L'implication hollandaise dans la Reconstruction en France après la Grande Guerre – le comité hollandais de Retour au Foyer. »

Aux Pays-Bas, la Première Guerre mondiale n'est pas tellement connue. Nous ne commémorons pas comme vous l'Armistice. C'était seulement quand l'ambassade néerlandaise en France m'a priée de faire des recherches ultérieures que j'ai commencé à en apprendre plus sur ce sujet.

nrc 

De Telegraaf

de Volkskrant

Pour reconstruire cette histoire, j'ai étudié les journaux néerlandais entre mille neuf cent dix-sept et mille neuf cent vingt-trois. Il s'agit de Het Algemeen Handelsblad, de Telegraaf, de Volkskrant, de Nieuwe Rotterdamsche Courant, de Bredase Courant, Het Volk, de Amstelbode, de Vrije Socialist, de Twentsche Courant, de Indische Courant, de Tijd, het Rotterdamsch Nieuwsblad en de Nederlandsche Staatscourant. Ils étaient beaucoup lus.

Ensuite, j'ai tenté de décrouvrir plus de choses sur l'histoire de monsieur et madame van Wezel. Ils ont donné beaucoup d'argent pour la reconstruction des Épargés. Pourquoi? Et quel était le rôle de le Comité Retour au Foyer?

Ma contribution n'est pas un discours à caractère strictement scientifique. C'est plutôt un compte rendu journalistique d'une recherche personnelle.

Volkskrant 8-1-1920; Volkskrant 1-10-1923; Volkskrant 3-10-1923; Volkskrant 22-10-1923; Volkskrant 23-10-1923; Volkskrant 31-10-1923; Volkskrant 2-11-1923; Volkskrant 3-1-1923; De Nieuwe Rotterdamsche Courant 3-7-1918;

De Nieuwe Rotterdamsche Courant 22-7-1921, ochtend- en avondblad; De Nieuwe Rotterdamsche Courant, 22-10-1923; De Nieuwe Rotterdamsche Courant, 2-5-1923; De Maasbode 3-10-1918; De Maasbode 19-10-1923; De Maasbode, 1-5-1923; Bredasche Courant 23-10-1923; De Amstelbode 6-11-1920; De Amstelbode 23-10-1923; De Vrije Socialist, 21-8-1918; Twentsche Courant, Rotterdamsch Nieuwsblad 11-11-1918; Nederlandsche Staatscourant 11-11-1918; 21-8-1918; De Tijd 21-8-1918; De Indische Courant, Oost-Java editie, 2-10-1922; De Telegraaf, 21-8-1918, ochtend- en avondeditie; Algemeen Handelsblad, 2-5-1923; Nieuwe Amsterdamsche Courant/Algemeen Handelsblad 22-10-1923; Overijsselsch Dagblad nr. 1164, 192; De Telegraaf, 11-11-1918 ochtend- en avondeditie; De Telegraaf, 3-5-1923.

La Presse Néerlandaise

Plusieurs journaux représentaient la voix de groupes de la population. Le journal 'de Volkskrant' par exemple, était de tendance catholique. Ces journaux suivaient leur propre chemin.

Les autres journaux suivaient la politique du gouvernement. Celui-ci donnait la priorité absolue à sa politique de neutralité en ce qui concernait la Grande Guerre.

Tous les journaux néerlandais montraient beaucoup d'interêt pour les événements étrangers.

Surtout 'Het Algemeen Handelsblad' (mille huit cent vingt-huit) et 'De Telegraaf', (mille huit cent quatre-vingt treize) fondé par de grands entrepreneurs néerlandais.

Le journal 'Het Algemeen Handelsblad' a été fondé en mille huit cent vingt-huit par monsieur J.W van den Biesen.

C'était un agent de change. Ce journal d'affaires se concentrait d'abord surtout sur les cours de la bourse et les notifications d'échange.

Dès mille huit cent trente, ce journal a commencé à publier aussi des nouvelles et des commentaires politiques. 'Het Algemeen Handelsblad' est ensuite devenu un journal de premier plan, de tendance droite libérale.

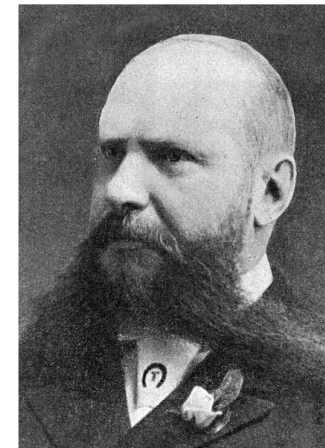
Le journal 'De Telegraaf', est fondé en mille huit cent quatre-vingt treize par monsieur H. Tindal (1852-1902) et monsieur Gerard Heineken (1841-1893).



J.W. van den Biesen
Fondateur Algemeen Handelsblad

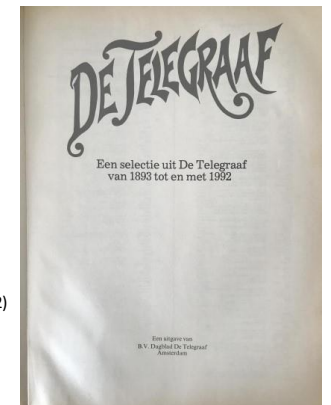


'Onze veroordeling
van de machtswellust
en overwinnsdrang
die Duitsland liet zien
tijdens de oorlog is
sterk en onveranderd.
Maar de veroordeling
van hun
oorlogshandelingen
moeten niet leiden tot
een eeuwigdurende
uitsluiting van een
hele natie'
[Algemeen Handelsblad,](#)
juni 1929



Gerard Adriaan Heineken (1891-1893)
Co-fondateur Telegraaf
Pro-French

Jonkheer H.P Tindal (1852-1902)
Fondateur Telegraaf
Pro-French



Jonkheer Henry Pieter Tindal était capitaine d'armée. En critiquant ouvertement la politique néerlandaise de défense.

Après le début de la Grande Guerre, ce journal a exprimé, de manière très explicite, son sentiment pro-français et anti-allemand. Aux Pays-Bas, ce journal était le seul à faire cela.

Les Pays Bas pendant la Grande Guerre

En mille neuf cent quatorze, au début du conflit, le gouvernement néerlandais a déclaré sa neutralité. Néanmoins, on a ensuite proclamé la mobilisation générale.

Les Pays Bas ont mobilisé deux cent mille hommes. Le Lieutenant-Général Cornelis Jacobus Snijders a été nommé Chef Suprême des Forces Terrestres et Navales.



Dorr Rheta Childe 1913, Harris&Ewing

War correspondents Grande Guerre
male and female



Mr J. Irvine Morning Post and Mr. Philip Gibbs Daily Chronicle(right) watching an aerial combat from a trench 1-8-1916, Ernest Brooks, Imperial War Museum 205077700



Cornelis Jakob Snijders
(1852 - 1939)

L'armée surveillait les bâtiments importants, s'occupait de l'accueil des réfugiés belges et – à la suite de plusieurs émeutes de la faim – elle maintenait l'ordre public. Par exemple pendant Le 'Aardappelproer' en mille neuf dix sept.

2)Tijdslijn militaire geschiedenis, 1914-1940: Nederland neutraal. www.defensie.nl

Les Pays-Bas étaient la seule nation neutre à lever une si grande armée. Beaucoup de familles devaient faire face à l'absence d'un fils ou d'un père. Les hommes mobilisés étaient mal rémunérés. La situation mettait en péril le revenu familial.

Le général Snijders a quand-même réussi à conserver le soutien politique dont il avait besoin pour maintenir son armée à niveau, afin de pouvoir protéger le pays d'une éventuelle menace étrangère.



Devoir de mémoire néerlandais:
'Vluchtoord Gouda 1914-1919'



Leo van Gestel (1852-1939)
Peinture réfugiés Belgique dans les Pays Bas



Aardappelproer, Amsterdam, 1917



Les Pays-Bas étaient la seule nation neutre à lever une si grande armée. Beaucoup de familles devaient faire face à l'absence d'un fils ou d'un père. Les hommes mobilisés étaient mal rémunérés. La situation mettait en péril le revenu familial.

Le général Snijders a quand-même réussi à conserver le soutien politique dont il avait besoin pour maintenir son armée à niveau, afin de pouvoir protéger le pays d'une éventuelle menace étrangère.

Par exemple, en mille neuf cent dix-sept, des avions britanniques ont bombardé par erreur des villes zélandaises. C'est arrivé pas moins de quatorze fois. Dans la ville de Zierikzee, trois personnes sont mortes et plusieurs rues sont détruites. Les images de cinéma impressionnaient fortement les Néerlandais.

Monsieur John Loudon était le ministre des affaires étrangères pendant cette période.

Il croyait que Les Pays-Bas devaient jouer un rôle moteur dans le domaine du droit international et de conciliation. Plusieurs films et pièces de théâtre destinés au grand public exprimaient cette idée. Les Pays-Bas étaient une île paisible au milieu du chaos, et le resteraient, pour le bien de tous.



Affiche d'un homme partant pour la Mobilisation



Fatigué après trois ans de Mobilisation



Zierikzee 1917



Jonkheer John Loudon (1866-1955)
Ministre des affaires étrangères



Les Pays Bas et la Grande Guerre:
Situation Pénible

Le docteur en droit John Loudon (Jonkheer) était un diplomate de haut rang, qui a rempli des fonctions diplomatiques à Pékin, Londres, Tokyo, Washington et Paris. Il était d'orientation libérale, mais n'appartenait à aucun parti politique.

En mille huit cent quatre vingt-dix, il a passé son doctorat à l'université de Leyde. Sa thèse portait sur les devoirs de la neutralité des états neutres. Il était très compétent dans le domaine du droit international.

En tant que ministre, il suivait strictement la politique de neutralité du gouvernement. L'auteur C. Smit affirme qu'il 'croyait cela 'comme l'Evangile'. Mais ses contemporains ne le considéraient pas comme un dirigeant fort. Pendant son ministère, Cort van der Linden, le premier ministre, a dû intervenir plusieurs fois pour éviter qu'un conflit ne surgisse entre Les Pays-Bas et les parties combattantes. Après la guerre, il est devenu envoyé à Paris et il l'est resté jusqu'à mille neuf cent quarante. Il était aussi le premier délégué néerlandais à l'Assemblée de la Société Des Nations. Il était connu comme une personne charmante et un amateur de culture. John Loudon était présent à la cérémonie de des Éparges, en mille neuf vingt-trois.

John Loudon faisait tout son possible pour convaincre les parties combattantes de l'utilité de la neutralité néerlandaise. Et on faisait de son mieux pour répandre ce message au plus grand nombre. En mille neuf cent dix-sept, le film "Holland neutraal" est sorti.

C.Smit, 'Loudon, jhr. John (1866-1955). In: 'Biografisch Woordenboek van Nederland'



C'était un documentaire de long métrage, fait par l'ordre du gouvernement. Il avait pour but d'apaiser les craintes des Néerlandais quant à la neutralité. La famille royale et les plus hauts dirigeants de l'armée ont assisté à la première du film à La Haye.

Dès en mille neuf cent quinze, un certain Henri Ter Hall a réalisé la comédie musicale “In 't gedrang”, dont l'une des chansons s'intitulait : “Holland Strijdvaardig”.

L'un des couplets fait penser à la devise : “pour rester libres, soyons prêts à combattre”.

Henri Ter Hall était comédien, réalisateur de théâtre et politicien. En mille huit cent quatre-vingt-deux, il a commencé sa carrière dans la Marine Royale néerlandaise. Il a commencé comme apprenti musicien. Après avoir quitté la marine, il a réalisé un grand nombre de pièces de théâtre destinées au grand public. Après la Grande Guerre, il est devenu membre du parlement. Il représentait, de mille neuf cent dix-huit à mille neuf cent vingt-cinq, “De Neutrale Partij” – le parti neutre. Chaque fois qu'il pouvait, il soulignait l'importance tant d'une armée forte que de la neutralité néerlandaise.



On connaissait alors par observation la misère qui y régnait. La situation en Allemagne faisait la une des journaux. Ils étaient pleins de commentaires. Il était difficile de ne pas remarquer, dans le débat public, l'interêt qu'on portait aux développements en Allemagne. C'était le cas en mille neuf cent dix-sept et c'était toujours le cas en mille neuf cent vingt-trois. On respectait l'Allemagne, qu'on considérait comme 'le grand œuvre d' Otto von Bismarck'. Les Pays-Bas étaient économiquement étroitement liés à l'Allemagne.

Après l'Armistice, les Néerlandais voulaient que l'Allemagne ait l'opportunité de se redresser. Quant au traité de Versailles, il n'y avait pas de consensus général.

‘Een Reuter telegram uit Londen maakt melding van een nieuw succes der Franschen troepen in den nacht van Zondag op Maandag. Het 10^e Franche leger deed een aanval tussen Oise en Aisne [...] Deze nieuwe aanval dreigt de Duitsche stellingen [...] te overvleugelen. [...] Toch heeft het de Duitsche legerleiding in de kaart gespeeld, want hij heeft haar een stap verder gebracht tot haar doel: de vernietiging van de geallieerde strijdkrachten. Volgens de Duitsche lezing zou men dus aan Marianne de woorden van Pyrrus in den mond kunnen leggen: “nog meer van dit soort overwinningen en ik ben verloren” . Wij en Deutschland zijn samen en blijven samen. Aan dit feit valt niets te veranderen of te beknoeien’ .
Bron: Twentsche Courant, 218-1918



‘Daarmede zou Bismarck's grootste schepping vallen. Wij willen in deeze aangelegenheid neutraal blijven. Toch past het ons de hoop uit te spreken dat het Duitsche volk 't woord van den eersten Keizer herinneren en zijn blikken zal richten naar 't Coblenze monument als symbool van eenheid en trouw’ .
Bron: Bredase Courant, 23-10-1923

Monument Coblenz:
unité et solidarité Allemand

*‘Volgens de Lokal Anzeiger heeft van Kahr, de Beierse Minister-President [...] een groote reede gehouden, waarin hij o.a. zeide dat de November-revolutie een misdaad was geweest. Door de revolutie hebben wij het ergste te lijden gehad. In deze zware tijden moeten wij ons vaderland beminnen met den ganschen trots van een Duitschen man. Beieren willen wij bewaren als zelfstandige staat, die zijn eigen aard niet heeft verloren. Deutschland en Beieren zullen bloeien, ondanks de entente’ .
Bron: Nieuwe Rotterdamse Courant van 22 juli 1921 in de avondeditie*



Ouvriers néerlandais en Allemagne
1917

‘Van de grens: Men seint uit Zevenaar: De toestand in geheel Duitschland is uiterst kritiek. Vele Hollanders verlaten ijlings Duitschland uit vrees voor oproer. In het industriegebied liggen vele bedrijven stil. Gisteren arriveerden hier heele troepen arbeiders, omdat er overal gestaakt wordt. Ontslag buitenlandsche arbeiders van Krupp. [...] De munitieaanmaak van Krupp is thans aanmerkelijk verminderd. [...] De duizenden bij Krupp werkende Hollanders zouden reeds ontslag hebben gekregen en worden per extra trein in ons land verwacht’ .
Nieuwe Rotterdamse Courant, 1411-1918

‘Deutschland zal, of de voorwaarden moeten aanvaarden die het zullen worden opgelegd, of het zal een verdere kastijding moeten ondergaan. [...] Amerika wil de vriendschappelijke betrekkingen niet hervatten. [...] Die geest bestaat thans niet, voor zoover Amerika betreft. Het denkt er niet aan, Duitschland na den oorlog als vriend te zullen begroeten of om spoedig het verleden te vergeten en de sociale en zakelijke betrekkingen met Duitschland en zijn volk te hernieuwen [...]
Bron: De Tijd 21-8-1918



Cartoon presse néerlandais



Après l'Armistice, la situation en Allemagne était désastreuse. Partout dans les villes, il y avait des rébellions. Le nouveau gouvernement de la République de Weimar éprouvait le plus grand mal à éteindre les foyers de révolte. Les journaux rapportaient de façon détaillée les révoltes et les grèves, parfois plusieurs fois par jour.

Aux Pays-Bas, personne ne souhaitait que les communistes prennent le pouvoir en Allemagne. Et on n'avait pas d'intérêt à ce que l'Allemagne soit écrasée sous le poids des réparations. On voulait que l'Allemagne reste unifiée. On faisait appel aux citoyens allemands pour rester fidèle à l'Empire allemand unifié : on désirait retourner 'au temps d'autant' au plus vite que possible.



Motives français et belges?

‘In het raadhuis te Berlijn heeft een betooging plaatsgehad van alle partijen en gezindten voor de ondersteuning van de noodlijdenden Böss, de opper - burgermeester heeft medegedeeld, dat 300.000 mensen werkloos zijn en dat een veel groter aantal honger en koude lijdt in onvoldoende woningen. Mevrouw Bronsky, de vertegenwoordigster van Berlijnsche liefdadigheidsverenigingen betoogde, dat geen stad van Duitsland zulk een beeld van ellende aanbood als Berlijn Millioenen menschen hadden geen licht, geen verwarming. De sociale politiek had het afgelegd het eenige middel was hulp van mensch tot mensch’
[Volkskrant, 2-11-1923 \(Catholique\)](#)

‘Inderdaad, het nieuwe Duitsland moet een zwaren strijd strijden om ’t levend eraf te brengen’. [...] Een ontstellend beeld van deze ellende toonen ons eenige cijfers [...] Begin januari 1920 hadden bijvoorbeeld te Berlijn vijf -en-twintig procent van alle kinderen geen mantel, 28 procent geen schoenen. In vele families moesten de kinderen te bed blijven, daar er geen kleding voor hen was. [...] Het is afschuwelijk.’
[Volkskrant, 2-11-1923](#)

‘De slagvelden waarover aanval en terugtocht zich ontwikkelen, zijn vaak door het aanhoudend artillerievuur in ware kraterelden veranderd. Deze mededeling wordt geïllustreerd met een afbeelding: Op Moeilijk terrein.’
[Rotterdamsch Nieuwsblad 11-11-1918](#)

L'attitude néerlandaise envers 'les associés', notamment les États-Unis, la Grande-Bretagne, la Belgique et la France, était bien différente. Il s'avère que la plupart des journalistes étaient d'avis que ceux-là avaient l'intention d'écraser l'Allemagne. Cela allait à l'encontre des intérêts économiques des Néerlandais.

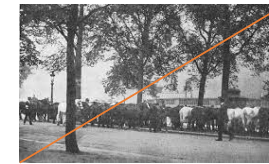
Dans “De Tijd” du vingt-et-un août mille neuf cent dix-huit par exemple, on reprochait aux États-Unis d'adopter une attitude hostile et belliqueuse envers l'Allemagne et de ne pas vouloir initier des négociations de paix : Et dans “De Amsterdamsche Courant” et l’“Algemeen Handelsblad” du vingt-deux octobre mille neuf cent vingt-trois, on faisait preuve d'une méfiance certaine à l'égard de l'attitude adoptée par les occupants belges et français envers les Allemands. Ceux-là aussi avaient pour but de détruire l'unité de la République allemande.

‘de meest ongedulden der separatisten achten blijkbaar thans den tijd gekomen om de groote slag te slaan, met de steun van den “welwillenden neutraliteit” van Belgen en Franschen, waarbij men dan den nadruk moet leggen meer op de welwillendheid dan op de neutraliteit. [...] En men kan zich dan ook de vreugde begrijpen van de rechtsche pers te Parijs, dat nu eindelijk het groote doel zal worden bereikt, waarnaar men sedert den wapenstilstand heeft gestreefd. [...] Het groote werk van Bismarck zal weldra in diggelen liggen. [...] de vernietiging van het Deutsche blok, de vernietiging van de Pruisische heerschappij, de verwoesting van Bismarcks geweldigen bouw, die zou moeten verworden tot een ruïne van kleine staten. [...] Wij hebben in den loop der jaren ter verklaring van de Fransche politiek, herhaaldelijk op dit einddoel van het Fransche nationalisme gewezen[...]

Bron: Amsterdamsche Courant en het Algemeen Handelsblad van 22-10-1923

‘De commissie der geallieerden [...] heeft last gegeven het toezicht aan de Deutsche grens te verscherpen. [...] Naar de bladen uit [...] vernemen, gaan de Fransche troepen bij het toepassen van de verordening van de commissie der geallieerden nopens de terugkeer van vluchtelingen zeer ruw te werk ten aanzien van de Deutsche plattelandsbewoners, die in steden gevlucht zijn. Te [...] zijn hele wijken afgezet en alle huizen doorzocht. Vier lieden, die nog niet teruggekeerd waren, nam men in hechtenis. Een Deutsche vluchteling, die men gedwongen had [...] terug te keren, hebben de Polen daar vermoord’ .

Bron: Nieuwe Rotterdamse Courant 22-7-1921



‘De melknood is in het bezette gebied natuurlijk vooral nijpend. Krijgen al die families met driëvier kleine kinderen op den LinkerRijnoever een kwart-tot een halve liter melk, dan krijgen de bezettingstroepen en hun in het bezette gebied wonende familie leden, die, vooral Franschen, wegens de goedkoopste in grooten getale daar gaan wonen nog een aanmerkelijk procent van den aanwezigen voorraad. Maar dat alleen is niet genoeg, nu moet ook nog Fransche kaas van Deutsche melk worden gemaakt. [...] Zoo voert men oorlog tegen de zuigelingen in het Rijnland en maakt tegelijkertijd nog goede zaken. De melkleveringen aan den Franschen fabriek (Gervais) zouden naar verluidt, alweer in vollen gang zijn en deze fabriek gaat het goed. Wanneer zal het echter den Duitschen kinderen goed gaan, die bijna geheel zonder melk moeten worden grootgebracht?’

Bron: De Volkskrant 2-11-1923

‘Is het een proefballon? Werd de Fransche pers even gelast te tasten, even te zien of er in Brussel inschikkelijkheid zou aangetroffen worden? Zo ja, dan past het hier, van meet af aan een krachtig verzet te laten hooren en omwille van de door Frankrijk in Silezië gevoerde politiek en om de nevenbedoelingen tegenover ons land. Het hoeft hier geen verder betoog [...] hoe de Franschen in OpperSilezië, tegen alle recht in, het imperialisme der Polen steunen en de rechtmatige toepassing der volksstemmingsuitslagen verhinderen. [...] Zonder ons in eenige mate in deze aangelegenheden te willen mengen, past het, zoo de nood tot kiezen zich voordeed, om te scharen aan de zijde van hen die recht willen tegenover allen, in dit geval zelfs tegenover de Duitschers. [...] We hebben reeds teveel van die vertroebelende manieren gezien, om niet nadrukkelijk te verklaren, dat al bestaat er nu ook een Fransch-Belgisch accord – we ons tot geen dergelijke combinatie willen leenen, die slechts een greep te meer zou verbergen naar onze zelfstandigheid’ .

Bron: Volkskrant 2-11-1923

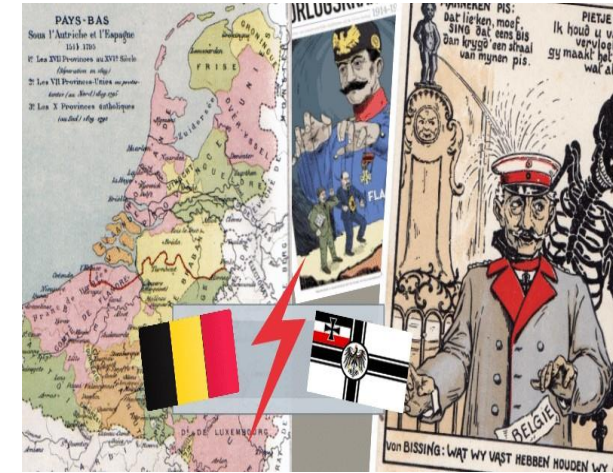


Comme l'Allemagne ne réussissait pas à satisfaire aux obligations financières qu'on lui a imposées, la France, avec le soutien de la Belgique, a occupé des régions allemandes afin de confisquer des produits alimentaires et des matières premières pour son propre usage. La France a fait cela en collaboration avec la Belgique, les États-Unis et la Grande-Bretagne.

Dans ces journaux on condamnait fermement le comportement des Français en Allemagne. On les accusait d'être aussi impérialistes que l'Allemagne. On ne se lassait pas d'exprimer son mécontentement à l'égard de l'attitude du président Poincaré envers les Allemands, et on lui reprochait d'être 'trop rigide'.

Aussi, on critiquait le comportement de l'occupant français dans les territoires orientaux, en Rhénanie et dans la région de la Ruhr. On écrivait que dans les territoires orientaux occupés, où l'armée française, au nom des alliés, s'occupait du retour des réfugiés, on était très dur avec les habitants allemands des régions rurales qui se sont enfuis vers les villes. On les chassait, et s'ils ne coopéraient pas, on les jetait en prison. On ne faisait rien pour prévenir des actes d'agression envers eux.

Aux Pays-Bas, on avait l'impression que les Français s'approprièrent des produits alimentaires pour leur propre profit, au détriment par exemple d'enfants allemands qui devaient grandir sans avoir accès à des aliments sains comme le lait .



La Langue Belgique

'Waarijk, ik had daar te Gent-och, [...] de gewaarwording van te loopen in bezet gebied. Geestelijk bezet. Maar onvrij, overheerscht, bedwongen en verworpen. Door den Franschen geest bezet .
Bron: Nieuwe Amsterdamsche Courant / Algemeen Handelsblad 22-10-1923



Photographie presse néerlandais:
'La fin de la noblesse allemands?'

'Met andere woorden: nu alle kans op victorie verkeken is, en het er nog slechts op aankomt, met zoo weinig mogelijk kleerscheuren het veld te ruimen, nu verdwijnen beide kroonprinsen van het tooneel en wordt al de "eer" gelaten aan een generaal, die zich een specialist in het vluchten heeft getoond' .

Bron: De Telegraaf 21-8-1921

La politique étrangère française viserait à empêcher l'Empire allemande de devenir aussi puissante qu'auparavant. C'est pourquoi la France soutenait les aspirations polonaises à l'indépendance nationale.

Dans le journal 'De Volkskrant' on condamnait fermément cette politique.

Dans le fragment d'article suivant, enfin, on parle de 'l'esprit français', qui serait toujours présent en Belgique :

Au grand dam du journaliste, on parle français dans la ville de Gand. Par conséquent, il a le sentiment de se trouver en territoire occupé, où l'esprit français domine la vie quotidienne.

Comment aimer les Français?

Peu à peu, l'esprit marchand néerlandais l'emportait sur la méfiance.

Dans “De Volkskrant” du trente-et-un octobre mille neuf cent vingt-trois est paru un article portant sur “Het Drentsche Emigratiecomité” – le comité d'émigration de la province de Drenthe. C'était une organisation qui avait pour mission d'aider des chômeurs néerlandais à trouver un emploi à l'étranger. Ce n'était plus possible de les placer en Allemagne comme auparavant.

Comme il y avait des employeurs français qui se sont rapprochés du comité pour recruter des ouvriers néerlandais, un certain nombre d'ouvriers drenthois est allé dans la France pour y travailler dans le secteur agricole.

‘werd door den secretaris meegedeeld dat in het afgelopen half jaar 250 aanvragen van Fransche werkgevers om Nederlandsche arbeiders bij het comité zijn aangekomen. Het aantal arbeiders dat zich bereid verklaarde in ‘Frankrijk te gaan arbeiden heeft 120 bedragen, waarvan 70 personen, waaronder 3 gezinnen vertrokken zijn [...] in het begin werd wel geklaagd omdat werkmethodes enz. er veel anders zijn dan in Nederland, wanneer men daar eenmaal aan gewend is, zijn de bestaansvoorwaarden er beter dan bij de Drentsche, Groninger en Friesche boeren. Ook over de voeding en ligging zijn de arbeiders, als zij er eenige weken zijn, tevreden. Dhr. Bock, lid van de Gedeputeerde Staten van Drenthe, die persoonlijk de toestanden in Frankrijk in oogenschouw heeft genomen, noemde de voeding, met uitzondering van het ontbijt, schitterend. Wat betreft den arbeid op Zondag, zijn de Fransche werkgevers, als den arbeiders maar bij hun meening blijven, des Zondags geen anderen dan noodzakelijken arbeid willen verrichten, wel tot concessies bereid’
[Bron: Volkskrant 31-10-1923](#)



Et quelle surprise! Ça leur plaisait bien là-bas. On pouvait s'y habituer. Ils n'aimaient pas le petit-déjeuner. Et ils préféraient ne pas travailler le dimanche. Les employeurs consentaient à contre-cœur.

L'Allemagne n'étant plus une option, le comité a donc décidé de se rapprocher d'autres employeurs français.

Après l'Armistice du onze novembre mille neuf cent dix-huit, la politique néerlandaise de guerre a été vivement critiquée. La critique concernait surtout la façon dont l'armée néerlandaise avait dû fonctionner. Le “Het Rotterdamsch Nieuwsblad” a commenté à cette date la démission du chef suprême de l'armée, Snijder.

En outre, après l'Armistice, les Pays-Bas ont dû faire face à une question très délicate.

De allereerste vraag, die de legerleiding zich had moeten stellen, toen het in 1915 duidelijk werd dat de oorlog nog zeer lang kon duren was: “hoe zal ik het Nederlandsche volk, in zoo uiterst moeilijke omstandigheden als een jarenlange mobilisatie met zich meebrengt, onze weermacht tot het uiterste opvoeren? [...] dat dit niet gebeurd is en dat men zich niets of weinig van den legerleiding liet gelegen aan den geestelijken indruk, aan de economische gevolgen van het gehandhaafde stelsel, is slechts de veroordeling daarvan. [...] juist in deze tijden had men erop uit moeten wezen, een volksleger te kweken. Men heeft het niet gedaan, [...] Het instellen van een opperbevelhebberschap te onzen, zoolang het land niet in oorlog was, is achteraf een zeer groote fout gebleken. [...] in den eersten schrik van den geweldigen wereldoorlog [...] was het verklaarbaar dat noch Regeering noch Volksvertegenwoordiging alle maatregelen, die tot verzekering van onze neutraliteit werden genomen, op een goudschaaltje te wegen.

Maar de nadeelen daarvan zouden minder groot zijn geweest, als de legerleiding in handen was geweest van de officieren uit de nieuwe school” .
[Rotterdamsch Nieuwsblad 14-11-1918](#)

“Dat de oorlog meer verafschuwd wordt dan vóór 1914 en eveneens alles wat ermee verband houdt spreekt vanzelf: dat ieder voor internationalen vrede arbeid is toe te juichen, maar het land moet niet weerloos worden zoolang er nog gevaar is [...]. Bovendien moet men aan zijn internationalen verplichtingen kunnen voldoen” .
[Amstelbode, 23-10-1923](#)

“[...] Jammer slechts, dat de gevaren voor de neutraliteit van het land zoo geweldig zin, en vooral de mogelijkheden om aan den absoluut verkéerden kant in den oorlog te geraken. Op deze mogelijkheid wil ik wijzen, als ik spreek van het uur van Holland. [...] Dan begrijpt men voor welk gevaar ik wil waarschuwen, welk uur ik zie komen. Eerst zullen zij goed genoeg zijn om “das Hohe Ziel der Wiederversöhnung der Völker” na te gaan. [...] En weerstaan wij de verleiding [...] dan zie ik [...] onze neutraliteit toch zoo goed als zeker aan d’ r eindje komen, Dan komt de Hocheeflotte heraus. [...] Wij staan aan een keerpunt van den oorlog en van onze eigen internationale politiek. Maar Holland leeft zorgelozer dan ooit. Het gelooft 4 jaar na de schending van België [...] niet aan werkelijke gevaren van stranding van het schip van staat. Wie stuurman wordt, welke koers het neemt, het kan de natie van vertikken. Als Amerika maar koopt, en de cultuurwaarden monteeren: dat is weer een beetje licht, en melk elk glansje is de brave burger tevreden. [...] Had dit volk ware levenskracht- verdiende het niet het noodlot, dat het straks [...] treffen zal
[Telegraaf, 21-8-1918](#)

“Lang echter kan en mag een zoodanig verblijf (niet) duren en kan ook niet door onzen regeering geduld worden. Zij is verplicht onhoffelijk te zijn, eene onaangename plicht jegens een gevallen grootheid, maar deze moet worden vervuld. [...] Nederland is een klein land, gelegen tusschen Duitschland’ s buitenlandse vijanden. [...] Er zijn reeds onhandigheden genoeg begaan, die onze nationale positie ernstig hebben geschaad. Men herhale die niet, wij hebben weinig meer te verliezen. [...] Wij, die steeds een beroep hebben gedaan op onze zwakte, als verontschuldiging voor voor onze onzijdigheid tijdens den oorlog, zijn nu niet sterk genoeg om tegen dergelijke kuiperijen de noodige waarborgen te kunnen geven aan Duitschland, Engeland, Frankrijk, België en Amerika” .
[Bron: Telegraaf 11-11-1918](#)



L'Empereur Guillaume II
1859: Krohnprinzenpalais Berlin
1941: Huis Doorn, Pays Bas

“er altijd nog de in eene neutrale mogendheid tijdens den oorlog, internationale verplichting van internering door, die nog niet geëindigd is” .
[Bron: Telegraaf 11-11-1918](#)



“Voorlopig blijft hij slechts twee dagen [...] in afwachting van de besluiten van de regeering” . In een ‘verhaal van een ooggetuige’ wordt gemeld: ‘De ex-keizer was gekleed in generaals -uniform en gewapend, vertoonde een beeld van neerslachtigheid en nervositeit [...] Het gezelschap onderging het lot van alle deserteurs: zij werden geïnterneerd. Dezelfde avond volgde een speciale ministerraad’ .
[Bron: Telegraaf 11-11-1918](#)

Article de presse:
‘Keizer Wilhem II vlucht naar Nederland



Bron: Historisch Nieuwsblad

Article de Presse:
Koningin Wilhelmina haalde Keizer Wilhelm II naar Nederland

“Het Rotterdamsch Nieuwsblad” du onze novembre mille neuf cent dix-huit rapportait que l'Empéreur allemand devait quitter l'Allemagne. C'étaient ses anciens amis, les sociaux-démocrates, qui lui avaient ordonné de partir.

Les Alliées proposent de statuer sur le cas de l'Empereur par l'intermédiaire d'un Tribunal International.

Mais, ayant des liens de parenté avec la famille royale néerlandaise, il s'est enfui aux Pays-Bas.

Les journaux parlaient de sa fuite, de son arrivée aux Pays-Bas et de tous les faits divers : comment était-il habillé, quelle était l'expression de son visage, quelles étaient les réactions du public?

Le gouvernement néerlandais se cassait la tête à propos des questions comme : combien de temps pourrait-il rester aux Pays-Bas? Et sur le plan international, comment justifier sa présence ici?

Dans “De Telegraaf”, un journal de tendance pro-française, est parue le onze novembre mille neuf cent dix-huit, une lettre écrite par un certain monsieur G. Paluhet. Le titre était : “Een noodzakelijke onhoffelijkheid”. La lettre parlait de la nécessité d'être 'discourtois' envers l'Empéreur.

Son séjour aux Pays-Bas ne pouvait pas durer longtemps. Seulement alors, le gouvernement pouvait justifier son séjour comme une visite privée à l'invitation de la reine Wilhelmina.

Mais que faire si l'Empereur ne voulait pas partir?

Dans ce cas, les Pays-Bas, comme pays neutre, serait, selon le droit international, obligé de l'interner.

On raconte que John Loudon, le ministre des affaires étrangères, s'est disputé avec la reine Wilhelmina au sujet de cette question. Conformément à la politique de neutralité néerlandaise, on avait pour tâche d'arrêter et de punir l'ancien Empereur.

Cela ne s'est pas produit. John Loudon a quitté le ministère d'affaires étrangères et il est devenu envoyé à la légation néerlandaise à Paris.....

L'ancien empereur Guillaume II a vécu au château de Doorn jusqu'à sa mort. C'est un musée aujourd'hui : le musée "Huis Doorn, Eerste Wereldoorlog Kenniscentrum". Un lieu de mémoire, dédié au rôle qu'ont joué les Pays-Bas pendant la Première Guerre Mondiale.



‘De bladen begroeten met waardige fierheid het bericht van den troonsafstand van den keizer [...] die aansprakelijk is voor het bloedbad, dat aan miljoenen jonge menschen het leven kostte. Zij zijn van oordeel, dat het een bewijs is van de definitieve zegepraal van de macht der beschaving over de macht der barbaarschheid. [...] alle bladen eischen een voorbeeldige straf. Twintig miljoen menschelijke wezens kwamen om het leven of werden voor altijd verminkt, om een simpel “ja” van vervloekte lippen. [...] De bevolking ontvangt al deze opzienbarende berichten in dit geschiedkundig tijdgewricht in een sfeer van overwinning, zonder af te wijken van haar houding van kalmte en waardige blijheid’.

Bron: de Telegraaf 11-11-1918



Bron: Studium Generale Universiteit Utrecht

Het Nederlandse ‘wij’ gevoel is eeuwenoud

‘welk nuttiger gebruik zou men van zijn fortuin kunnen maken dan bij dusdanig onverdiende ongelukken te hulp te komen? Hij handelde niet alleen uit liefde voor de menscheid., hij handelde voornamelijk uit liefde voor Frankrijk. Het zou voor mijn vrouw en mij de beloning en de eer van ons leven zijn, dat onzen naam bewaard zou blijven op een deel van de aarde van dit Frankrijk dat wij liefhebben’

[De Courant, donderdag 3 mei 1923](#)

[...] Dit najaar wordt het op kosten van een te New-York woonachtige landgenoot, geheeten van Wezel, [...] deerlijk geteisterde Les Épargés ingewijd’
[De Indische Courant, OostJava editie, maandag 2 oktober 1922](#)

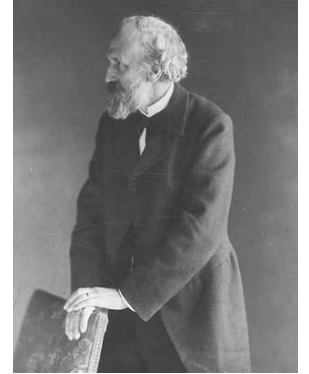
‘De krans, door den Franschen gezant op het kerkhof te Muiderberg neergelegd, draagt op een lint in de Fransche kleuren de woorden: “Aan den heer van Wezel, ter herinnering aan zijn zoon, de dankbare regeering van de Fransche Republiek en het dorp LesÉpargés”
[Overijsselsch Dagblad, nr. 1164; Maasbode, 1 mei 1923](#)

Entre-temps: Le Comité Retour au Foyer

Pendant la Grande Guerre, monsieur Alexandre Ribot était Premier Ministre, responsable des Finances.

C'était de sa responsabilité pas seulement d'obtenir le financement de l'effort de guerre français, mais collecter des fonds pour financer la reconstruction des régions détruites était aussi importante. À cette fin, il utilisait les contacts qu'il avait établis avec les grands banquiers de son époque. Il a trouvé difficile d'atteindre ses buts. Là-dessus, il écrivait souvent à sa femme.

Déjà en 1917 elle a pris l'initiative de fonder "l'œuvre Retour au Foyer" (R a F). Cette société avait pour mission "d'aider à la reconstruction des foyers dévastés par la guerre". Après l'armistice, elle est devenue une société reconnue d'utilité publique par décret du 19-6-1919.



Alexandre Ribot (1842-1923)



Andries van Wezel, Joseph Asscher
et le sous-comité néerlandais
de la société "Le Retour au Foyer"

De cette façon, la France avait obtenu un partenaire qui était fiable pour les bienfaiteurs étrangers.

Entre autres aux Pays-Bas, on a formé des 'sous-comités'. Le président néerlandais était Joseph Asscher.

Lors de la cérémonie célébrant l'achèvement des travaux de reconstruction des Éparges, celui-ci a fait un discours. Il raconte les contacts qu'il a eu avec monsieur et madame Andries et Adèle van Wezel. Il parle de leur donation de cinq cent mille francs pour la reconstruction des Éparges. Il demandait l'assistance du sous-comité néerlandais du "Retour au Foyer".

Malheureusement, madame van Wezel est ensuite décédée. Andries a voulu veiller à ce que son argent soit dépensé correctement. Par mesure de précaution, il a accordé à Joseph Asscher une autorisation générale. C'était mieux ainsi, car il est mort un an plus tard, à bord du navire à vapeur "SS Rotterdam".

Grâce à Joseph et Lodewijk Asscher, et le Comité, "l'argent est a bein été remis à qui de droit".

Andries van Wezel et les Pays Bas

Andries van Wezel n'était pas très connu dans Les Pays Bas. Mais, après L'Armistice, neuf journaux néerlandais prêtaient attention aux Éparges et à la contribution d'Andries van Wezel. En mille neuf vingt-trois, c'étaient De Telegraaf, het Algemeen Handelsblad, De Courant, het Nieuwsblad van het Zuiden, het Overijsselsch dagblad, De Amstelbode, De Indische Courant, Oost-Java editie, de Maasbode et de Nieuwe Rotterdamsche Courant.

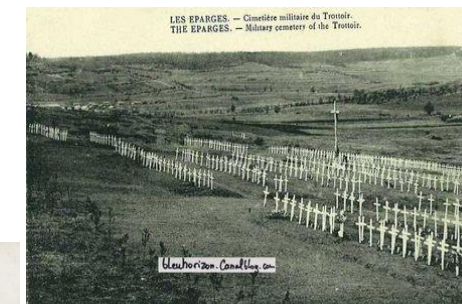


Mr Asscher making the incision on the Cullinan Diamond
Joseph Asscher jr (1871-1931)
Royal Asscher Diamond Company
www.royalasscher.com

Unknown photographer, Royal Collection Trust, UK



De Indische Courant



Carte Postale Les Éparges

Illustratie thema-bezichtiging
Les Éparges
Bron: memorial-verdun.fr

Aux Pays-Bas, le village des Épargés n'était pas inconnu, grâce aux communiqués de guerre.

Deux journaux, à savoir l' "Algemeen Handelsblad" du 2 mai 1923 et "De Telegraaf" du 3 mai 1923, ont publié un article détaillé sur la cérémonie d'inauguration du village reconstruit.

Dans l' "Algemeen Handelsblad" l'article avait pour titre : 'Une cérémonie franco-néerlandaise'. Dans "De Telegraaf" : 'Le village néerlandais en France / l'inauguration solennelle / l'amitié franco-néerlandaise'.

Le ministre français des territoires libérés, monsieur Reibel, l'envoyé néerlandais à Paris, monsieur Loudon, Joseph et Louis Asscher, la section néerlandaise de Comité Retour au Foyer, un proche parent d'Andries van Wezel et bien sûr des notables locaux et des personnalités religieuses, comme le maire et le curé étaient présents.

Chacun d'eux a prononcé un discours dans lequel on faisait l'éloge des liens étroits qui existaient depuis de longues années entre les Pays-Bas et la France. La contribution des Pays Bas à la reconstruction a également été discutée en détail. Surtout les paroles du ministre Reibel et de l'ambassadeur Loudon faisaient impression aux correspondants néerlandais.

Le Ministre Reibel était responsable de la reconstruction des régions dévastées dans le Nord de la France après la Grande Guerre. Lors de son discours approfondi il déclarait qu'il était reconnaissant à Adèle et Andries van Wezel pour leur soutien volontariste. Il voyait cela comme symbole de la 'collaboration cordiale' entre les Pays Bas et La France.



Ministre Reibel
1882 -1966

'la collaboration cordiale et bienfaisante que les Pays- Bas ont donnée à la France dévastée'. [...] Ainsi, à ces pauvres régions dévastées et chaotique, votre pays a généreusement apporté un peu de son calme souriant".
[Algemeen Handelsblad, 2 mei 1923;](#)
[Telegraaf 3 mei 1923](#)

Ministre Reibel parle de John Loudon

'die zoo goed het medegevoel voor onze verwoeste gebieden in het hart van uw landgenooten hebt weten te wekken' .
[De Courant, 3 mei 1923](#)

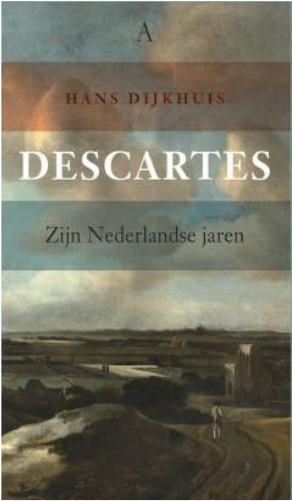
'de daad van den heer van Wezel [...] was slechts een voorbeeld van de bewondering dat Nederland voor Frankrijk heeft, voor Frankrijk, dat zich noch imperialistisch, noch militaristisch is, zooals zij meenen, die dit land niet kennen' .
[De Courant, 3 mei 1923](#)
[Algemeen Handelsblad, 2 mei 1923](#)
[Telegraaf, 3 mei 1923](#)

'den eenvoud en de hartelijke sympathie met het beproefde Frankrijk waarvan de heer van Wezel altijd had blijk gegeven, en over de gemeenschappelijke qualiteiten en de verwante geschiedenis van het Fransche en Nederlandsche volk' .
[Algemeen Handelsblad, 2 mei 1923](#)
[Telegraaf, 3 mei 1923](#)

Le ministre Reibel considérait monsieur Loudon comme un fervent défenseur des intérêts du Nord de la France. Il était d'avis que c'était notamment grâce à lui que les Pays-Bas étaient entrés en action. Dans son discours prononcé lors de la cérémonie, monsieur Loudon parlait en long et en large des liens étroits existant entre les Pays-Bas et la France. Au nom des Néerlandais il déclarait qu'il ne ressentait rien que du respect et de l'admiration pour la France.

Il affirmait que la France avait toujours eu une influence majeure sur le peuple néerlandais.

À titre d'exemple, il mentionnait René Descartes qui avait séjourné longtemps aux Pays-Bas, un pays qu'il considérait comme “le seul vrai pays de la liberté”. Il faisait l'éloge de la philosophie française des Lumières, qui avait grandement influencé les penseurs néerlandais. Il affirmait que la reine Wilhelmina était fière de ses ancêtres français, les Colligny. En plus monsieur Loudon disait que la France n'était ni impérialiste, ni militariste. Seulement ceux qui ne connaissaient pas le pays croyaient cela. Selon monsieur Loudon, le geste altruiste d'Andries Van Wezel était caractéristique de l'amour que les Néerlandais éprouvaient pour les Français.



‘Onze vorstin is trotsch op het bloed waaruit ze door De Coligny stamt’ .
[Algemeen Handelsblad, 2 mei 1923; Telegraaf 3 mei 1923](#)

Statue Descartes, Pays Bas



Louise de Colligny

Joseph Asscher, dans son discours, parlait des motivations d'Andries van Wezel pour donner autant d'argent pour la reconstruction des Éparges.

Andries et Adèle avaient éprouvé un amour profond pour la France, parce que selon eux, les Pays-Bas et la France avaient en commun certaines qualités et leur histoire.

Le Courant citait Joseph Asscher qui, dans son discours, confirmait que la contribution financière des van Wezel à la reconstruction des Éparges était aussi inspirée par l'amour de la France. Ils s'étaient sentis honorés que leur nom reste pour toujours attaché à ce village français.

Tous les journaux étaient d'avis qu'Andries van Wezel avait été un homme noble. Les personnalités officielles néerlandaises avaient intérêt à faire croire aux Français que son amour de la France et sa générosité étaient représentatifs de l'attitude néerlandaise envers la France.

En pratique, cela demande beaucoup d'effort de mettre en lumière le rôle qu'a joué Andries van Wezel dans la reconstruction des Éparges.

[‘Dadelijk na den wapenstilstand was het echtpaar van Wezel hem komen opzoeken om te zeggen dat ze een som van vijfhonderdduizend francs wenschten te geven voor den wederopbouw van Les Éparges, waar de zoon van een hunner vrienden, de sous-lieutenant Robert Dreyfuss gesneuveld was. Een commissie werd gevormd, waarin behalve de beide broeders Asscher, Joseph en Lodewijk, de heeren Charrier, algemeen secretaris van “Le Retour au Foyer” , van Maasdijk en De Ricci zitting hadden. Kort na de toezegging overleed mevrouw Van Wezel, en haar echtgenoot, in een soort van voor gevoel, besloot dadelijk het noodige te doen om de gift onherroepelijk te maken: hij stelde het geld met een algemeene volmacht aan de heeren Asscher ter hand. Inderdaad overleed ook de heer Van Wezel op de boot die hem van New York naar Frankrijk vervoerde, waar hij de eerste steenlegging van zijn fondatie zou gaan bijwonen. Bij deze uiteenzetting voegde de heer Asscher eenige gevoelige woorden over den eenvoud en de hartelijke sympathie met het beproefde Frankrijk waarvan de heer Van Wezel altijd had blijkgegeven, en over de gemeenschappelijke qualiteiten en de verwante geschiedenis van het Fransche en het Nederlandsche volk, waarna hij de Fransche autoriteiten dank zeide voor hun medewerking en hun aanwezigheid op dezen dag’ .

.....]

[Algemeen Handelsblad, 2 mei 1923](#)

Andries van Wezel et Les Épargés: Lieu de mémoire Paul Robert Dreyfuss et Adele et Andries van Wezel

L'analyse des journaux néerlandais publiés entre mille neuf cent dix-sept et mille neuf cent vingt-trois nous apprend, que les gens ordinaires néerlandais se sentaient surtout concernés par les événements qui se déroulaient en Allemagne et en Belgique. Certes, grâce aux communiqués de guerre, on était au courant de la situation militaire en France. Mais on ne prêtait pas d'attention à la misère qui régnait dans le Nord de la France.

Seulement le journal “De Telegraaf” était de tendance pro-française.

Après l'Armistice, les relations internationales ont changé. Les correspondants et commentateurs néerlandais faisaient preuve d'une certaine méfiance envers 'les associés'. En ce qui concernait l'Allemagne, quelles étaient les intentions de la France et de la Belgique? Aux Pays-Bas on critiquait la contribution ruineuse imposée à l'Allemagne par le traité de Versailles. On voulait que l'Allemagne reste unifiée.

Néanmoins, le gouvernement néerlandais a immédiatement entamé les discussions avec le gouvernement français. Comment les Pays pouvaient contribuer à la reconstruction des régions dévastées?



Adele et Andries van Wezel
Les Épargés: Lieu de mémoire

Hendrik Sangster, membre de la commission 'Van Vollenhoven' a été impliqué dans plusieurs projets soutenus par les Pays-Bas. Monsieur Loudon, qui était à Paris, faisait de son mieux pour éveiller l'amour de la France chez les Néerlandais.



Hendrik (Henri) Sangster (1892-1971)
www.bhic.nl



Yvonne Verstappen: 'Het vluchtoord Uden kennen we als opvangkamp voor Belgische vluchtelingen in de Eerste Wereldoorlog. Maar wie is ook op de hoogte van het 'tweede leven' van de Udense barakken in Noord-Frankrijk?'

'Na de begroeting door burgemeester en pastoor begon 't bezoek met een wandeling langs de nieuwe huizen. Een Fransch architect heeft ze gebouwd, een bijzonder karakter dragen ze niet. De geveer en degenen die met de uitvoering van zijn wil waren belast, hadden een andere opdracht dan de Nederlandsche ingenieur Sangster' - [...] De bewoners en de ondernemers, beiden zijn conservatief. Zij wenschten hun omgeving zoveel mogelijk als voor den oorlog gelijk'.

[Nieuwe Rotterdamse Courant, 2 mei 1923](#)

Conclusion

Pourquoi le gouvernement et les entreprises néerlandais sont-ils venus à l'aide de la France après L'Armistice? Personnellement, je crois qu'ils l'ont fait par nécessité et à contre-cœur. Ils n'avaient pas d'autre choix que de s'adapter aux nouvelles relations internationales.

Heureusement il y avait aussi des initiatives privées, comme la section néerlandaise du comité de Retour au Foyer. Le diamantaire Joseph Asscher en était le président, mais aussi 'co'-collègue de Andries van Wezel.

Andries van Wezel était fortement touché par la mort du fils d'Isodore Dreyfuss, Paul Robert, près des Éparges. Pour lui faire honneur, Andries et sa femme Adèle ont donné une grande somme d'argent destinée à la reconstruction de ce village. Ce n'était pas le seul motif. Ils appréciaient l'idée d'avoir un lieu en France où ils pouvaient vivre à jamais tel que ce lieu frappé si durement par la guerre, sans l'avoir mérité. Auraient-ils pu trouver un objectif philanthropique plus approprié?

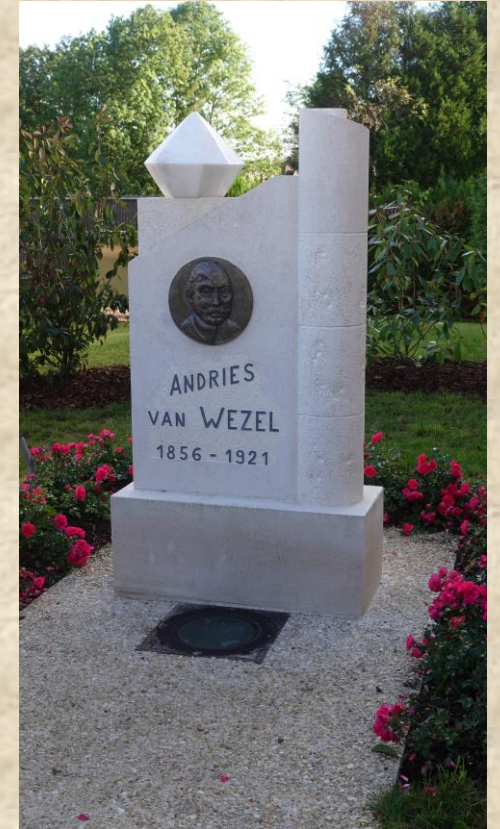
Tsédaka, reconnaissance, amitié, deuil – un besoin de s'attacher et de vivre éternellement. Voilà à mon avis les motivations d'Andries et d'Adèle van Wezel. Puissent-ils vivre éternellement en paix.



14 octobre 2023

Le square van Wezel, situé au cœur du village des Éparges, a été inauguré le 14 octobre 2023 en présence de l'ambassadeur des Pays-Bas, du Préfet de la Meuse, de descendants des familles van Wezel et Asscher, de nombreuses autorités civiles et militaires et d'une foule dense et recueillie. Il se compose d'un monument et d'un double panneau explicatif réalisé par L'Esparge.

Le monument, sculpté par Denis Mellinger, est en pierre de Savonnières avec, sur sa partie centrale, un médaillon de bronze à l'effigie d'Andries van Wezel. La colonne de pierre, composée de quatre éléments, symbolise les ruines du village (trois premiers éléments martelés) et sa reconstruction (dernier élément lisse). Enfin, posé comme un joyau, l'artiste a sculpté dans du marbre du Portugal un imposant diamant aux nombreuses facettes.



Nous remercions chaleureusement les nombreux partenaires qui ont permis à L'Esparge de mener à bien ce projet.



Royaume des Pays-Bas

